

**Emmanuel Macon en Afrique
Abidjan – 30 novembre 2017
Déclaration à la presse, discours et revue de presse**



Contact presse :
Madame Stéphanie Baz, chef de projet Communication et relations médias,
stephanie.baz@ipemed.coop, 00 33 1 56 54 30 53

**Déclaration conjointe de M. Emmanuel Macron, président de la République,
et de M. Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire -
Propos de M. Macron (Abidjan, 30/11/2017)**



Merci beaucoup Monsieur le Président de la République, Cher Alassane,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de me retrouver à vos côtés à Abidjan parce que la Côte d'Ivoire est un partenaire de tout premier plan pour la France et un partenaire qui prend toutes ses responsabilités pour le continent africain.

Je veux d'abord vous féliciter et vous remercier pour l'organisation du sommet Union africaine - Union européenne ici à Abidjan, je sais combien de tels sommets sont difficiles à organiser, combien vous vous êtes personnellement investi, et je peux vous dire que la réussite de ce sommet pour la jeunesse est largement votre dû. Merci donc pour cela.

Monsieur le Président de la République, vous avez permis hier à la jeunesse africaine et européenne de s'exprimer, de nous dire ce qu'elle attendait, j'ai pu aussi m'exprimer lors des tables rondes et dire combien nous devons ensemble revisiter la relation entre l'Europe et l'Afrique. Tourner une page de nos histoires, dans l'esprit du discours que j'ai tenu à Ouagadougou et combien dans la relation, Union européenne - Union africaine, il nous fallait préparer un nouveau traité pour 2020, un traité fondateur d'une relation nouvelle ou écoutant la jeunesse, le monde des affaires, les communautés académiques d'enseignants-chercheurs, le monde culturel, nous devons construire les bases d'un partenariat renouvelé, équilibré en responsabilité comme en devoir. C'est tout le travail qui est le nôtre dans les mois à venir et l'Union européenne et l'Union africaine ont à ce titre une grande responsabilité.

Le sommet d'Abidjan a aussi permis plusieurs réunions parallèles extrêmement structurantes. Vous en avez tenu une hier soir sur le Togo, nous en avons tenu une extrêmement importante sur la Libye, dont j'ai rendu compte, non seulement condamnant comme vous venez de le faire l'ignoble traite d'êtres humains qui aujourd'hui sévit sur le continent africain, insistant sur le message envoyé à toute la jeunesse africaine pour lui dire de ne pas céder au message des passeurs et des trafiquants qui l'exploitent, qui leur font des promesses intenable, qui les manipule. Mais surtout mettant en oeuvre entre l'Union africaine, l'Union européenne et les Nations unies, un protocole de travail de court terme, de moyen terme et de long terme pour éradiquer ce fléau, avec des mesures très précises dont j'ai rendu compte hier et sur lesquelles nous avons commencé à nous engager avec l'Organisation internationale des migrations, l'Union africaine et l'ensemble des pays européens.

Ce travail est indispensable et cette réunion d'urgence que la France a voulu déclencher hier a été permise grâce au sommet. Nous avons pu également nuitamment, avoir une réunion avec les quatre membres présents du G5 Sahel pour prendre des décisions extrêmement structurantes que nous parachèveront dans les prochaines semaines pour accélérer la lutte là aussi contre le terrorisme et le fléau qui sévit dans les pays du Sahel. Et je sais combien vous êtes attachés à ce sujet et je tiens sincèrement vous en remercier.

Ce sommet, j'en suis sûr dans quelques heures permettra des conclusions fructueuses mais ne l'oublions jamais, qui ne sont que des conclusions intérimaires. Il nous faut derrière des actes, la réalisation de projets, des éléments concrets qui changeront la vie de nos populations. Et c'est cela qui est attendu de nous.

C'est pourquoi dans ce cadre, notre relation bilatérale, ancienne, forte, vivace, qui est faite de femmes et d'hommes vivant entre nos deux pays et dans nos deux pays, d'histoires familiales de génération en génération, elle se traduit, nous venons d'en parler, nous venons de signer plusieurs accords et nous venons de faire ce court voyage sur ce métro à l'instant, elle se traduit par des projets concrets qui vont changer la vie des Ivoiriens.

Le premier projet concret, et j'en suis très fier, avec vous, c'est celui non seulement du métro d'Abidjan, infrastructures essentielles avec 37,5 kilomètres entre les communes de Port-Bouët et Anyama, une vingtaine de gares qui permettra un démarrage de la ligne, de transporter 500.000 passagers par jour. Vous l'avez rappelé, c'est un projet d'aménagement urbain pour une mégalopole régionale, continentale qui est

indispensable. C'est un projet qui changera la vie des habitants, qui permettra de développer l'activité économique et qui est cohérent avec vos engagements climatiques parce qu'il réduira les déplacements individuels.

Ce projet s'accompagne également d'une rénovation des infrastructures et en particulier du pont et d'un travail encore plus profond pour lequel la France est aussi partenaire, qui est la ligne ferroviaire qui, elle aussi, permettra d'améliorer les communications et le rayonnement économique du pays.

Je suis fier qu'un groupement d'entreprises français permette la réalisation de ce projet au bénéfice des Abidjanaises, des Abidjanais et je veux remercier les entreprises françaises, les financeurs français qui sont engagés derrière vous, à vos côtés et je veux ici vous dire que la France vous a proposé une offre de financement sans précédent, je sais que cela créera peut-être des jalousies chez certains de vos collègues, j'imagine déjà mon téléphone qui va crépiter dans quelques instants avec des reproches cachés mais cela me donnera des ambitions renouvelées chez d'autres. Avec 1,4 milliard d'euros, cette offre constitue l'effort le plus important que la France ait jamais réuni au démarrage d'un projet de transport urbain à l'étranger, le plus important. Et donc il est le signe de la confiance qui nous unit et de cet engagement.

Aujourd'hui s'ouvre une nouvelle page entre maintenant et la finalisation des travaux en 2022. Nous devons avoir une conduite exemplaire de ces travaux et de cette réalisation, dans la ligne de ce à quoi je me suis engagé à Ouagadougou. Je souhaite que de manière partenariale, conjointe, nous ayons un comité de suivi de ces travaux qui permettra de s'assurer du bon respect des délais à chaque étape, du respect de toutes les normes et des standards de meilleure qualité internationale, de respect de toutes les règles déontologiques auxquelles nous tenons profondément l'un et l'autre et du respect des répercussions économiques et de l'implication des PME ivoiriennes dans le cadre du projet et du développement économique. Et je demande à ce que notre ambassadeur soit particulièrement impliqué à vos côtés dans le suivi de ce travail. C'est donc pour moi un grand plaisir à vos côtés de développer ce projet très concret.

Nous voulons ensuite de manière très concrète, continuer à développer dans notre relation quelque chose qui est aussi très important pour votre jeunesse, ce sont les liens qui existent en matière d'enseignement scolaire et d'enseignement supérieur. Nous avons déjà plusieurs initiatives qui existent, je souhaite là aussi dans le cadre de l'engagement que j'ai pris pour l'Afrique, développer des initiatives permettant de renforcer les échanges croisés dans le domaine de l'enseignement supérieur. Je souhaite que nous puissions développer dans les tout prochains mois, avec des ouvertures concrètes pour la rentrée 2018, des partenariats entre établissements français et ivoiriens et proposer davantage de doubles diplômes et de formations partagées. Il est important que les jeunes Ivoiriennes et les jeunes Ivoiriens qui veulent poursuivre des études supérieures, puissent le faire en Côte d'Ivoire avec des doubles diplômes, des diplômes qui sont reconnus par les meilleures écoles d'ingénieurs ou les meilleures universités françaises, qu'ils puissent le faire en attirant aussi toute la jeunesse de la région et je souhaite que nous puissions ensemble faire d'Abidjan, un hub d'éducation régional de référence. Nous devons là-dessus nous fixer comme échéance la rentrée de 2018-2019 pour avoir des premiers partenariats.

Cela permettra aussi de développer des partenariats en matière d'innovation et d'entrepreneuriat, en matière de développement de la filière du numérique dans tout l'espace linguistique francophone qui est extrêmement structurant. Je sais que vous travaillez étroitement avec le Ghana où je serai dans quelques instants, vous êtes aujourd'hui les deux piliers de ce développement numérique sur lesquels là aussi nous devons nous appuyer.

Le troisième élément concret de la relation bilatérale que je souhaite développer, c'est la lutte contre le terrorisme et le renforcement de notre sécurité collective. Nous l'avons évoqué lors du sommet dans les réunions qui se sont tenues sur la Libye ou sur le Sahel, le terrorisme aujourd'hui est un fléau absolument terrible qui frappe nombre de régions mais qui frappe aussi l'Afrique. Il fait partie du quotidien de plusieurs pays voisins et il peut, si nous n'arrêtons pas sa route, venir aussi frapper le pays. Et je n'oublie pas ici les victimes ivoiriennes et françaises de Grand-Bassam.

Ce risque est réel, il a fait partie de nos histoires, il fait partie pour la France aussi de son actualité et donc nous devons nous engager pleinement pour son éradication. Pour mener le combat, la France a poussé plusieurs initiatives au niveau de l'Union africaine dans la zone libyenne et au sein du G5 Sahel.

Je souhaite que nous puissions avec la Côte d'Ivoire, avoir un partenariat tout particulier et appuyer la Côte d'Ivoire pour créer une école régionale dédiée à la lutte contre le terrorisme. L'objectif, et le ministre veillera à son suivi, c'est qu'en juillet prochain, nous puissions ouvrir cette école qui sera une école de cadres supérieurs, qui permettra de former des forces spéciales, non seulement pour la Côte d'Ivoire mais pour toute la région. Et donc des forces spécialisées à l'intelligence, à l'intervention de combat et la lutte contre le terrorisme qui puissent non seulement protéger la Côte d'Ivoire, mais toute la région. Nous avons besoin de ce partenariat et ce partenariat régional sera constitué ici.

Le quatrième sujet concret pour le quotidien des Ivoiriennes et des Ivoiriens, c'est évidemment le sujet des échanges, des migrations et de la circulation des personnes. Là-dessus nous nous sommes dit des choses avec beaucoup de franchise, d'esprit de responsabilité et le ministre d'État qui m'accompagne aussi, veillera avec votre gouvernement au suivi de ces dispositions.

Ce que nous voulons faire, c'est simplifier la vie des Ivoiriennes et des Ivoiriens qui ont une activité professionnelle, une stabilité qui suppose des échanges beaucoup plus fluides entre nos deux pays. Aussi allons-nous mettre en place un nouveau système de visas de circulation qui permettra de faciliter les déplacements pour les chefs d'entreprise qui aujourd'hui respectent tout le formalisme nécessaire et ont une activité stable, reconnue par la Côte d'Ivoire, pour les représentants politiques, les élus, pour la haute administration, pour les enseignants-chercheurs, le monde culturel et le monde sportif, nous allons mettre en place des visas de circulation dont la durée sera celle du passeport.

Ce qui permet, pour celles et ceux qui nourrissent la relation bilatérale, qui ont une activité qui suppose des échanges réguliers, d'avoir une liberté de circulation et de mobilité beaucoup plus fluide et de réduire les formalismes. Et de l'autre côté, nous allons renforcer la coopération bilatérale pour lutter contre l'immigration illégale. Nous

allons donc renforcer une coopération active pour lutter contre les réseaux de trafiquants qui exploitent des Ivoiriennes et des Ivoiriens, par une communication très active du gouvernement ivoirien, pour expliquer cette propagande odieuse, faite par les passeurs à l'endroit de votre jeunesse, pour à vos côtés, coopérer en matière policière afin de démanteler ces réseaux de passeurs et pour aussi permettre de lutter contre tous les trafics et l'immigration illégale entre nos deux pays. C'est un programme ambitieux qui va se mettre en place dans les prochaines semaines, qui sera aussi constitué d'une coopération technique permettant de parachever le système de biométrie que vous avez mis en place et qui je dois le dire est sans doute parmi les systèmes exemplaires en Afrique, dont nous devons tirer toutes les potentialités pour lutter contre cette immigration illégale.

Cette immigration illégale, elle est mauvaise pour la Côte d'Ivoire, elle est mauvaise pour la France, elle est mauvaise pour l'équilibre de nos continents. Et donc c'est dans cette relation de responsabilité partagée que nous avons décidé ensemble d'avancer sur ce sujet des mobilités et je vous en remercie.

Nous aurons enfin d'autres partenariats au-delà du projet concret de ce jour qui continueront à se développer, pour encourager nos projets dans le développement durable. Je rappelle qu'en juillet dernier, nous avons ensemble défini comme priorités l'éducation, la sécurité, le développement durable. Pour celles et ceux qui suivent avec attention, et c'est normal et c'est juste, que les déclarations soient suivies d'effets, nous sommes au rendez-vous des résultats. Vous aviez entendu des déclarations en juillet, vous avez des résultats concrets sur chacun des sujets aujourd'hui annoncés, avec soit des résultats, soit des échéances. Eh bien nous allons continuer en matière de développement durable pour là aussi encourager, financer des projets entrepreneuriaux sur le terrain. Je vous remercie d'être présent à Paris le 12 décembre prochain pour le One Planet Summit qui permettra, et l'Afrique y jouera un rôle central, de mettre sur la table une série de projets concrets, de responsabiliser les bailleurs de fonds internationaux et régionaux, avec un rôle important que jouera la BAD, et de s'assurer de l'accélération des procédures, de l'engagement des financements privés et publics européens, pour être au rendez-vous de ces projets. Nous y veillerons ensemble et c'est pour moi l'un des objectifs du sommet du 12 décembre prochain.

Voilà Mesdames et Messieurs de manière extrêmement concrète et engagée ce que je voulais dire à l'issue de cette séquence bilatérale de mon déplacement à Abidjan. La vie des Ivoiriennes et des Ivoiriens va changer grâce à la coopération entre nos deux pays. Et c'est cela ce que nous voulons l'un et l'autre dans cet esprit de responsabilité partagée, équilibrée. C'est aujourd'hui une étape importante, mais ça n'est qu'une étape, nous allons continuer ensemble. Je voulais, Monsieur le Président, Cher Alassane, vous remercier à nouveau pour votre hospitalité, vous féliciter à nouveau pour le succès du sommet Union africaine - Union européenne, vous dire combien nous sommes heureux de vous accueillir dans quelques jours à Paris pour le sommet climat, et vous dire combien je suis conscient qu'ensemble nous avons encore énormément de choses à faire. Merci à vous./.

Libye - Q&R - Extrait du point de presse (30 novembre 2017)

Q – Suite aux annonces faites hier au sommet UE-Afrique à Abidjan, comment l'évacuation de migrants victimes de trafiquants va-t-elle être concrètement organisée en Libye et comment la France va-t-elle y participer ?

R – La France condamne les violences et traitements inhumains dont sont victimes les migrants et les réfugiés, particulièrement en Libye. C'est pourquoi elle a pris l'initiative d'appeler à une réunion expresse du Conseil de sécurité des Nations unies le 28 novembre, qui a permis de faire le point sur les trafics de migrants et la traite des êtres humains et la manière d'apporter une réponse globale à cette crise. La France plaide pour que l'impunité en Libye cesse et soutient le recours aux sanctions individuelles et à la justice pénale internationale contre les individus coupables de traite d'êtres humains et passeurs de migrants.

La France salue la mobilisation des chefs d'Etat et de gouvernement présents à Abidjan à l'occasion du sommet UE/ UA, et l'annonce de la création par l'Union européenne, les Nations unies et l'Union africaine d'une task force conjointe pour répondre à cette situation dramatique.

Cette démarche s'inscrit dans les initiatives menées par la France conformément à la déclaration conjointe adoptée le 28 août dernier par la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Union européenne, le Niger, le Tchad et la Libye. La France a d'ores et déjà mené du 16 au 18 novembre une première mission au Niger pour organiser la réinstallation de réfugiés « évacués » de Libye en lien avec l'OIM et le HCR. La France souhaite voir les autres pays Européens la rejoindre dans cette voie.

Elle considère également que la stabilisation politique de la Libye est indispensable à l'endiguement de ces trafics. La communauté internationale doit soutenir la médiation des Nations unies en ce sens, en vue du renforcement des institutions sécuritaires et judiciaires libyennes pour que la Libye soit aussi en mesure d'agir.

REVUE DE PRESSE

LA CROIX

Emmanuel Macron en Afrique, un style et des propositions

Laurent Larcher, le 30/11/2017 à 17h08

Le président français est rentré d'une tournée de trois jours en Afrique.
Son discours à l'université de Ouagadougou a été le moment clé de son voyage.



Emmanuel Macron en visite à Abidjan le 30 novembre. / ISSOUF SANOGO/AFP

Le discours à l'université de Ouagadougou mardi 28 novembre et la longue séquence de questions qui l'a suivi resteront comme le temps fort du voyage d'Emmanuel Macron en Afrique. Il s'est en effet montré bien éloigné dans la forme des standards des discours présidentiels.

Interrogé par une étudiante sur les coupures d'électricité qui affectent la climatisation de l'université, le président français a répliqué, en présence de son homologue burkinabé Roch Marc Christian Kaboré : « *Mais moi je ne veux pas m'occuper de l'électricité (...), c'est le travail du président du Burkina Faso !* » Tandis que ce dernier quitte l'estrade, il poursuit : « *Du coup il s'en va... Reste là !* », puis à l'assistance, hilare : « *Du coup il est parti réparer la climatisation !* »

Une certaine familiarité avec le président burkinabé

L'épisode a vite fait le tour des réseaux sociaux, provoquant des commentaires acerbes sur ce président français qui ne se serait pas permis une telle familiarité avec la chancelière allemande ou le président russe. La petite phrase l'a encore poursuivi le lendemain à Abidjan où il a expliqué : « *Nous plaisantons ! Cela l'a fait rire, tout ça est ridicule ! Le rire est une relation d'égal à égal. »*

ENTRETIEN VICTOR MAGNANI, CHERCHEUR À L'IFRI : « Emmanuel Macron et les étudiants burkinabés sont de la même génération »

Le voyage du président ne peut toutefois se réduire à cette forme parfois relâchée des échanges, cette manière de dire les choses avec un accent de vérité, de « *parler vrai* », qui n'est pas sans rappeler celle de Barack Obama au Kenya en 2015, face à 5 000 personnes – en majorité des jeunes –, au stade Safaricom Arena.

L'assassinat de Thomas Sankara

Sur le fond, Emmanuel Macron a fait plusieurs annonces importantes. Sur le plan des symboles, il est revenu sur des sujets sensibles. La colonisation, dont les « *crimes* » sont « *incontestables* ». Il a reconnu « *des grandes choses et des histoires heureuses* » dans ce moment historique. L'assassinat de Thomas Sankara, à propos duquel il a promis de « *déclassifier* » tous les documents français. Et les périls qui touchent le continent africain, comme « *l'obscurantisme, l'emprise de l'extrémisme religieux sur les esprits* ».

Emmanuel Macron a lancé un appel à la tolérance religieuse. « *Ne laissez jamais, au nom de votre religion, certains faire croire qu'ils pourraient dominer, voire détruire, ceux qui ne croient pas ou ne croient pas pareil, ne laissez jamais, au nom de votre religion, asservir les consciences ou les individus* », a-t-il insisté.

L'émancipation des femmes par l'éducation

Parmi les mesures significatives, le volet économique : la création d'un fonds d'un milliard d'euros pour financer des projets innovants, dans l'agriculture, l'entrepreneuriat féminin. Et la volonté de rompre avec les « *habitudes*

anciennes » d'un monde des affaires où la corruption et la prédation des ressources nourrissent le ressentiment des populations. Il a aussi réaffirmé son « *engagement ferme et exigeant* » d'allouer, d'ici à 2022, 0,55 % de la richesse nationale française à l'aide au développement et de mieux évaluer son efficacité.

LIRE Le « grand oral africain » d'Emmanuel Macron

Le président de la République a fait des annonces importantes en matière d'éducation, appelant écoles et universités en France à développer des partenariats en Afrique. Son idée ? Permettre aux étudiants africains de passer des diplômes français en Afrique.

Enfin, il a plaidé en faveur de l'émancipation des femmes : par l'éducation, la lutte contre les mariages forcés, la régulation des naissances : « *Nous devons éduquer les jeunes filles, avoir des jeunes filles et des femmes libres. Que les hommes disent ce qui est bon pour les femmes, ce n'est plus acceptable.* »

La question de la natalité

L'occasion d'aborder la question de la natalité : « *La démographie renvoie à des choix personnels dans lesquels personne ne doit s'immiscer. Mais elle doit être un choix, en particulier pour les jeunes filles.* »

Son passage à Abidjan, mercredi 29 novembre, a surtout été marqué par sa participation au sommet Union africaine/Union européenne. Avant de rentrer à Paris, le 30 novembre, il s'est arrêté au Ghana où il devait se rendre dans le quartier de Jamestown, à Accra, pour manifester son intérêt pour le sport comme levier de développement de l'Afrique.

Laurent Larcher

Les paradoxes d'Emmanuel Macron en Afrique

>[Politique](#) | notre envoyée spéciale à Abidjan (Côte d'Ivoire) Ava Djamshidi | 01 décembre 2017, 8h15 | 8



Abidjan (Côte d'Ivoire), jeudi. Emmanuel Macron et le président Alassane Ouattara lancent la construction de la première ligne de métro de la ville. AFP/Issouf Sanogo

Si le chef d'Etat a assuré qu'« il n'y a plus de politique africaine de la France », il finance néanmoins la construction d'une ligne de métro à Abidjan (Côte d'Ivoire) à hauteur de 1,45 milliard d'euros.

.De

Une wagonnette jaune débarque sur le quai numéro deux de la petite gare de Treichville, à Abidjan (Côte d'Ivoire). La station s'est mise sur son 31 pour accueillir Emmanuel Macron, ce jeudi. Une quarantaine de jeunes font la claque, derrière des barrières. Du goudron neuf a même été posé pour l'occasion.

Le président français descend de cette « draisine » aux côtés d'Alassane Ouattara, son homologue ivoirien. Ensemble, ils passent devant des garçonnetts vêtus de pagnes lancés dans une danse traditionnelle endiablée. Puis dévoilent crânement une plaque, en un geste synchronisé : « Lancement des travaux de construction de la ligne un du métro d'Abidjan ». « Le plus grand projet de transport urbain entièrement financé par la France dans le monde », fanfaronne l'Elysée. 1,45 milliard d'euros ! Si Emmanuel Macron a prononcé [le faire part de décès de la « Françafrique »](#) mardi, en

assurant qu'« il n'y a plus de politique africaine de la France », les partenariats économiques sont loin d'être remis en cause.

« Les relations qui existent entre nos deux pays sont très fortes, note même Alassane Ouattara. Elles se renforcent davantage. » Emmanuel Macron lui répond en écho : « C'est le plus gros effort financier jamais consenti par la France pour le démarrage d'un projet. Ça va faire des jalousies chez vos collègues ! », sourit-il. Et donner du grain à moudre aux étudiants à qui il avait expliqué que le président français n'avait pas vocation à régler les problèmes d'électricité du Burkina... deux jours avant de s'occuper du métro abidjanais !

L'effet Macron à l'œuvre en Afrique

Il a suffi d'une plaisanterie à Ouagadougou pour que le chef de l'Etat français confirme le succès populaire de sa tournée africaine

Dès son arrivée à Ouagadougou mardi, Emmanuel Macron avait su mettre la jeunesse de son côté en parlant entreprise, partenariat rénové et économie numérique. C'est un autre moment de son intervention à l'université de la capitale burkinabé qui demeurera, toutefois, comme le symbole de sa première tournée réussie en Afrique, achevée hier au Ghana après le sommet UE-Afrique d'Abidjan, en Côte d'Ivoire.

A ce sujet: Emmanuel Macron est venu à Ouagadougou, «il a parlé, et après?»

Plaisantant sur une panne de climatisation des lieux et affirmant que l'entretien de l'air conditionné et l'approvisionnement en électricité incombaient à son homologue, Roch Christian Kaboré, le président français a mis le public de son côté et joué un bon tour à la presse.



"Il est parti réparer la climatisation."

Oui, Emmanuel Macron parle bien du président du Burkina Faso.

[18:37 - 28 nov. 2017](#) Les Publicités Twitter et confidentialité

Voyant le chef de l'Etat du Burkina Faso quitter les lieux suite à cette interpellation indirecte, les journalistes avaient aussitôt évoqué un incident diplomatique. Erreur: vérification faite, ce dernier s'était juste absenté pour aller aux toilettes, se prêtant ensuite de bonne grâce aux critiques sur l'entretien défaillant des infrastructures.

Lire également: [L'arrivée d'Emmanuel Macron à Ouagadougou précédée d'une grenade](#)

«Son style direct plaît»

Une illustration, selon l'entourage du locataire de l'Elysée, du décalage entre les attentes réelles des nouvelles générations africaines et la propension des élites politiques et médiatiques à envenimer les situations pour rien: «Macron a remporté une manche, explique, à Bangui, l'ancien ministre de la Communication centrafricain Prosper Ndouba. Les Africains savent que beaucoup de ces promesses ne seront pas tenues. Mais les jeunes aiment sa manière de rompre avec les habitudes compassées de ses prédécesseurs. Son style direct plaît...»

L'autre acquis de la visite présidentielle est l'insistance sur le partenariat économique. Certes, Emmanuel Macron a, comme prévu, évoqué à Abidjan le coût du déploiement militaire de la future force d'intervention du G5 Sahel, dont il espère que ses partenaires européens accepteront de payer la facture. Le chef de l'Etat français a aussi, dans un long entretien accordé à France 24 et à Radio France internationale, dénoncé comme des «crimes contre l'humanité» les ventes de migrants esclaves en Libye, récemment filmées par la chaîne américaine CNN.

Lire aussi: [En Libye, des migrants vendus «400 dollars pièce»](#)

Mais l'essentiel de son message était ailleurs: dans sa mise en avant d'une France désormais plus intéressée par la recherche d'opportunités que par le souvenir de sa puissance coloniale. Une stratégie illustrée par le choix du Ghana anglophone comme dernière étape: «La jeunesse européenne veut s'investir en Afrique sans s'encombrer de la lourdeur du passé», a expliqué Emmanuel Macron à Abidjan. Annonce réussie. Reste à la mettre «en marche»...

Macron veut que "le peuple puisse s'exprimer librement" au Togo et en RDC

29 novembre 2017



Le président français Emmanuel Macron lors du 5ème sommet Union africaine - Union européenne (UA-UE), Abidjan, 29 novembre 2017.

Print

Le président français Emmanuel Macron, interrogé sur les crises politiques en Afrique, a affirmé qu'il "souhaitait" que "le peuple togolais puisse s'exprimer librement" et qu'il y ait des élections en 2018 en RDCongo.

Des milliers de personnes sont une nouvelle fois descendues dans les rues de la capitale togolaise mercredi à l'appel de l'opposition, en amont du dialogue politique promis par le pouvoir

"Je souhaite que le peuple togolais puisse s'exprimer librement, que le cadre du pluralisme soit aussi respecté, que les oppositions puissent faire valoir leurs arguments", a-t-il dit lors d'une interview à Radio France Internationale et France 24

"Il est important que dans ce pays comme dans quelques autres, il puisse y avoir un cadre électoral dans lequel les oppositions puissent s'exprimer et aller devant les urnes et un processus électoral qui doit faire l'objet d'un contrôle pour s'assurer de sa sincérité", a-t-il ajouté.

"La conservation longue du pouvoir sans processus électoraux, sans cadre de pluralisme n'est pas une bonne chose", a-t-il insisté.

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, à la tête du Togo depuis 2005, fait face depuis trois mois à une mobilisation populaire qui réclame son départ. Il a succédé à son

père, le général Gnassingbé Eyadéma, qui a dirigé sans partage le pays pendant 38 ans.

Concernant la RDCongo, le président français a indiqué qu'il avait "conduit plusieurs démarches pour demander au président (Joseph Kabila) de procéder aux élections comme il s'y était engagé et comme c'était prévu".

Le deuxième et dernier mandat de Kabila a pris fin le 20 décembre 2016.

"J'ai eu plusieurs contacts pour qu'une discussion dans le cadre de l'Union africaine puisse se tenir afin que nous ayons en 2018 des élections dans le cadre constitutionnellement prévu", a-t-il ajouté.

Avec AFP

Esclavage en Libye: accord international pour des évacuations d'urgence (Macron)

185Shares

Publié le jeudi 30 novembre 2017 | AFP



© AFP par LUDOVIC MARIN

Conférence de presse du Président Français Emmanuel Macron à la résidence de l'ambassadeur de France en marge du 5ème sommet UA-UE

Mercredi 29 novembre 2017. Conférence de presse à la résidence de l'ambassadeur de France en marge du 5ème sommet Union africaine - Union européenne (UA-UE) à Abidjan

Abidjan - Les dirigeants de neuf pays européens et africains, dont la Libye, ainsi que de l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine, ont décidé de mener des "opérations d'évacuation d'urgence dans les prochains jours ou semaines" des migrants victimes des trafiquants en Libye, a annoncé le président français Emmanuel

Macron mercredi.

Cette décision a été prise lors d'"une réunion d'urgence avec l'UE, l'UA, l'ONU, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Tchad, le Niger, la Libye, le Maroc et le Congo", a dit M. Macron devant la presse, en marge du sommet Europe-Afrique d'Abidjan.

Lors de cette réunion, sollicitée par la France, les dirigeants ont "décidé une action d'extrême urgence pour évacuer de Libye ceux qui veulent l'être", a-t-il expliqué.

"La Libye a réaffirmé son accord pour identifier les camps où des scènes de barbarie ont été identifiées (...)Le président Sarraj a donné son accord pour qu'un accès puisse être assuré", a-t-il assuré.

"Deuxième point, il a été décidé par l'UE, l'UA et les Nations unies un soutien accru à l'OIM (Office international des migrations) pour aider au retour des Africains qui le souhaitent vers leur pays d'origine.

"Ce travail sera conduit dans les prochains jours, en lien avec les pays d'origine".

Les mêmes pays ont décidé de mettre en place "une coopération étroite avec une task force opérationnelle, associant leurs services de police et d'intelligence, avec un lien étroit avec toutes les puissances non représentées, pour démanteler les réseaux et leur financement et interpellier les trafiquants", a-t-il dit.

UE, UA et ONU se sont aussi engagées à geler les avoirs des trafiquants identifiés. L'UA va mettre en place une commission d'enquête, a-t-il encore ajouté.

Enfin les pays réunis ont décidé de "mettre en place une communication volontariste destinée aux Africains pour dénoncer la traite des humains en Libye et décourager ceux qui cèdent aux sirènes des passeurs qui promettent monts et merveilles".

Le président français a aussi souhaité une stabilisation politique en Libye, seule solution durable selon lui contre ces exactions.

Macron souhaite un retour du patrimoine africain à l'Afrique

Abidjan - Le président français Emmanuel Macron souhaite le retour du patrimoine africain à l'Afrique.

«Le patrimoine africain ne peut pas être uniquement dans des collections privées et des musées européens. Il doit être mis en valeur à Paris mais aussi à Dakar, Lagos, Cotonou. Ce sera une de mes priorités », a estimé Emmanuel Macron mardi, à l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso.

« D'ici 5 ans, je veux que les conditions soient réunies pour un retour du patrimoine africain à l'Afrique », a ajouté le président français en annonçant le lancement d'une « saison des cultures africaines » en France.

En juillet dernier, le gouvernement béninois a adressé à la France une demande officielle de restitution portant sur le recensement de tous les biens précieux estimés à 5000 et actuellement

répartis dans divers musées français essentiellement celui du Quai-Branly-Jacques Chirac et celui de l'Homme.

LA TRIBUNE

Macron l'Africain

Par Jean-Christophe Gallien | 29/11/2017, 17:07 | 866 mots



Jean Christophe Gallien. (Crédits : DR) Parler directement aux populations africaines, seul Barack Obama l'avait fait. Emmanuel Macron s'approprié une diplomatie de proximité. Pour autant, la "Françafrique" est-elle vraiment renvoyée aux oubliettes de l'histoire ? Pas certain ! Par Jean-Christophe Gallien, professeur associé à l'Université de Paris 1 La Sorbonne, président de j c g a. Pour sa première en Afrique, à la veille du 5e Sommet Union africaine-Union européenne (UA-UE) à Abidjan, pendant qu'Édouard Philippe tentait tristement, sur scène à Paris, de faire rire de sa trahison politique, Emmanuel Macron a délivré un show diplomatique inédit et conquérant. Après un travail de marketing diplomatique fin et préparé en amont en liaison forte avec le terrain africain.

Tout à sa double ambition de s'imposer comme une marque politique internationale incontournable et d'inventer pour la France une néo-diplomatie entre disruption et *realpolitik*, Emmanuel Macron a choisi de se placer au milieu des étudiants du Burkina et, à travers eux, de tous les étudiants et de la jeunesse du Continent. Une population cible, un marché diplomatique, politique et économique pour la France qui opère là un virage qui frappe les esprits et traversent tous les écrans.

"Smart diplomacy", sur le modèle d'Obama et de Kennedy

Aux oubliettes de l'histoire, la Françafrique ? Pas certain ! On ne doute pas que les rencontres business, élitaires... traditionnelles auront lieu, mais, ce que l'on choisit de mettre en scène, c'est un événement de diplomatie publique très créative pour un président français et même européen.

Parler directement aux populations africaines, seul Barack Obama l'avait fait. Emmanuel Macron s'approprie une diplomatie de proximité, faite pour entrer en conversation directe avec les populations des pays visités et, au-delà, leurs familles, leurs amis, leurs communautés à travers le Continent, et toute les diasporas à travers le monde. Il ne détruit pas l'ancien système, il le renouvelle et le complète dans la forme et sur le fond.

Emmanuel Macron s'est inspiré de ce parler direct qui, depuis John F. Kennedy à Berlin, irrigue une large partie de la diplomatie de conquête américaine. Une composante essentielle de ce que certains appellent à tort le *soft power*, comme si le pouvoir surtout en version global pouvait être doux, et qui ressemble davantage à ce que nous qualifions de *smart diplomacy*.

Un show créatif, avec encore un soupçon de paternalisme

Il le fait en délaissant le côté « saint Obama » délivrant un message para-religieux émis depuis la présidence de la première puissance du monde. Pas d'évangélisation pour la méthode Macron, mais un show créatif mixant beaucoup de réalisme, une grosse dose de séduction, une couche de familiarité, un soupçon de paternalisme arrogant, et beaucoup de rire pour tout emporter et traverser tous les écrans et, soyons-en certains, beaucoup d'esprits et de cœurs de la future génération dominante africaine.

Il sait qu'il atteint aussi ceux des élites africaines et de leurs gouvernements. Un « *je suis comme vous* » qui ne se dit pas comme un « *Yes we can* », mais dont la trame inclusive, « *nous sommes ensemble* » sur un même bateau, face à un futur à partager, chacun avec nos singularités, nos propres défis... exprimé dans une forme nouvelle, calibrée pour la puissance et la viralité des écrans de l'audiovisuel contemporain entre *broadcast* télé et digital social.

Compétition entre nouveaux et jeunes dirigeants politiques

Play Video

Il en profite aussi, comme souvent, pour faire de la politique intérieure. Renforçant la crédibilité de ses positions notamment sur la politique migratoire. Enjeu européen et national interne stratégique dans l'optique des européennes de 2019.

Il le fait à la veille du 5e sommet UA-UE à Abidjan, pendant que les autres chefs d'État ou de gouvernements européens mobilisent une diplomatie classique d'élite entre officialités et lobbying. Emmanuel Macron se place, lui, au cœur de la jeunesse du continent. Il lui propose un long discours et une conversation au parler vrai, direct, physique. Il boxe et il embrasse en même temps.

Il sait que la compétition politique et diplomatique européenne est aussi générationnelle. Beaucoup de nouveaux et jeunes dirigeants sont arrivés sur la scène politique de l'Union. La joute s'annonce rude entre ces jeunes hommes pressés qui font passer les plus de quarante ans pour des retraités.

Bataille pour un marché diplomatique et une part d'audience globalisée

C'est une bataille pour un marché diplomatique et une part de l'audience globalisée qui se joue déjà, et elle sera féroce. Emmanuel Macron tout à son dynamisme agile et réaliste, accompagné par une baraka qui ne semble pas le quitter, s'y jette en bousculant la diplomatie de notre pays et en préemptant habilement la dimension européenne inventant une néo-diplomatie répondant aux défis du *smart power* contemporain d'un monde multipolaire, globalisé et digitalisé.

Déjà nationale, européenne, la marque politique Emmanuel Macron est en voie de globalisation. Il faudra juste qu'il ne se réduise pas en président de discours là-bas et ici. La déception serait cruelle et les retours de bâtons terribles. Là-bas et ici.

Par Jean Christophe Gallien

Professeur associé à l'Université de Paris 1-La Sorbonne
Directeur général de ZENON7 Public Affairs et Président de j c g a
Membre de la SEAP, Society of European Affairs Professionals

Sommet d'Abidjan, Emmanuel Macron à la manoeuvre

par
Aza Boukhris

-
29 novembre 2017



Le Sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne qui se tient à Abidjan les 29 et 30 novembre 2017 est un enjeu décisif pour la diplomatie française. Au nom du multilatéralisme

Le Sommet d'Abidjan est une étape décisive de la nouvelle politique africaine de la France la France. Cette rencontre prend place dans la stratégie du président Macron qui voit dans le multilatéralisme un pilier de l'action de la France en Afrique. Dans cette optique, l'Union africaine devrait prendre toute sa place dans la résolution des conflits, comme ceux de Libye et de Centrafrique.

Le Sommet d'Abidjan est beaucoup moins crucial pour les États d'Europe de l'Est, voire même de l'Allemagne qui privilégie davantage les relations bilatérales, cadrant mieux avec ses objectifs économiques.

Trump dans le viseur

La coopération inter-étatique, les négociations en vue de traités internationaux et la recherche de consensus globaux, dans le cadre d'organisations mondiales et régionales devraient permettre l'adoption de règles communes et d'accroître leur efficacité. En devenant le champion du

multilatéralisme, Emmanuel Macron s'oppose frontalement à Donald Trump, enfermé dans un unilatéralisme anachronique et pernicieux. Un Sommet Ua/Ue, surtout à Abidjan, devrait permettre à la France d'afficher ses nouvelles ambitions.

Du côté de l'Union européenne, la France joue un rôle majeur, politique et militaire, en Afrique. L'implication du Service européen de l'action extérieure (SEAE), pour l'organisation du Sommet d'Abidjan, passe à Bruxelles par **Jean-Christophe Belliard**, ancien ambassadeur de France à Addis Abeba et ancien directeur de l'Afrique et de l'Océan indien au Quai d'Orsay, actuellement Secrétaire général adjoint et directeur politique du SEAE.

Notre ami Ouattara

A Abidjan, le représentant de l'Union européenne, est **Jean-François Valette**, ancien ambassadeur de France au Togo, au Cameroun et au Congo Brazzaville, où il a été apprécié par les chefs de l'Etat de ces trois pays du pré carré français. Le nouvel ambassadeur de France auprès d'Alassane Ouattara, **Gilles Huberson**, et son prédécesseur, Georges Serre, contribuent également à l'organisation d'un Sommet qui pourrait redorer le blason d'un Alassane Ouattara, quelque peu terni ces derniers temps.

[ACCUEIL](#) / [POLITIQUE](#) / [EMMANUEL MACRON](#)

Recevez gratuitement notre newsletter La Matinale
Chaque matin, l'essentiel de l'actualité

Iran, Corée du Nord, terrorisme... Ce qu'a dit Macron dans l'entretien exclusif à RFI et France 24

Modifié le 29/11/2017 à 23:10 | Publié le 29/11/2017 à 21:03

Écouter



Dans un entretien exclusif à France 24 et RFI, Emmanuel Macron est revenu sur la Corée du Nord, les relations de la France avec l'Iran ou encore le terrorisme. | REUTERS

Ouest-France

Le président Emmanuel Macron a donné un entretien exclusif ce mercredi soir à RFI et France 24, à l'occasion de sa première tournée en Afrique. Il s'est exprimé en direct d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, en marge de sa participation au sommet Union africaine-Union européenne.

Lors de cet entretien exclusif donné à RFI et France 24, le président de la République est revenu sur : le terrorisme, les relations franco-africaines et la politique africaine, sur la relation de la France avec l'Iran, ainsi que sur le nouveau tir balistique de la Corée du Nord.

Au début de cet entretien, Emmanuel Macron est revenu sur l'esclavage en Libye, en expliquant qu'il condamnait « **ce crime contre l'humanité avec la plus grande force** ». « **Nous devons agir en nous attaquant collectivement à ces réseaux de passeurs** », a-t-il estimé. « **Ce que nous allons faire ce soir, en nous réunissant, est de lancer des actions concrètes.** » Ensuite, « **il nous faut ramener les femmes et les hommes qui ont le droit à l'asile** ». Enfin, il a annoncé souhaité « **faciliter le retour des Africains qui sont aujourd'hui dans les camps en Libye vers leur pays d'origine** ».

Par ailleurs, Emmanuel Macron a été interrogé sur les alternances difficiles voir inexistantes concernant les chefs d'États Africains, en prenant l'exemple du Togo. « **La même famille depuis 50 ans au pouvoir, est-ce normal selon vous ?** », questionne une journaliste. « **Je pense qu'il est important que dans ce pays il puisse y avoir un cadre électoral dans lequel les oppositions puissent s'exprimer. Qu'il soit possible d'aller devant les urnes, avec un processus électoral contrôlé** », a estimé Emmanuel Macron. « **Je pense que la conservation longue du pouvoir, sans cadre de pluralisme, n'est pas une bonne chose** ».

Interrogé sur la faisabilité de donner une nouvelle impulsion aux relations franco-africaines, Emmanuel Macron a estimé : « **Les gens ne nous croient plus, une défiance s'est installée à l'égard de l'UE et de la France. On n'a pas eu un cadre d'investissement qui profite avant tout aux populations locales. On a cherché nos propres intérêts sans chercher à développer et révéler l'énergie qui existe** », explique-t-il en parlant des actions passées.

« **Nous nous enlisons dans les problèmes du passé** »

Aujourd'hui, Emmanuel Macron estime que « **70 % de ce continent (l'Afrique) c'est la jeunesse africaine** ». « **Le visage de l'Afrique aujourd'hui n'est pas totalement celui de ses dirigeants.** » Il ajoute : « **Cette jeunesse n'a jamais connu la colonisation** ». Pour le chef de l'État, « **nous nous enlisons dans les problèmes du passé** ».

Emmanuel Macron a ensuite été questionné sur son attitude face au président du Burkina Faso lors de son discours dans une université de Ouagadougou. Pour rappel, une étudiante avait demandé au président français si la climatisation restera branchée après son départ. Ce dernier a répliqué que ce n'était pas au président français de s'en occuper, et alors que son homologue, le président Burkinabè quitte la salle, il a lancé : « **Il est parti réparer la climatisation.** »

Cette attitude a été qualifiée par « **certaines personnes d'arrogante et de désinvolte** », explique la journaliste. « **Ce sont eux les vrais paternalistes** », réplique Emmanuel Macron. « **J'aurais fait de l'humour avec tout dirigeant européen avec qui j'ai cette relation [...]** Et il ne vous aura pas échappé que ça l'a fait rire », a-t-il poursuivi avant de conclure : « **tout ça est ridicule. En faisant de l'humour et en riant, c'est une relation d'égal à égal, on peut plaisanter de soi et de l'autre** ».

L'Iran n'est pas un « partenaire »

Interrogé sur les relations entre la France et l'Iran, Macron a déclaré que l'Iran n'est pas un « **partenaire** » mais un pays avec lequel la France a noué une relation structurée autour d'un accord sur le nucléaire. « **J'irai comme je l'ai dit en Iran en temps voulu** », a dit le chef de

l'État lors d'une interview accordée à RFI et France 24 en marge d'un sommet à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

« Il faut préparer le déplacement » dans **« un cadre qui est celui que j'ai donné : l'Iran n'est pas un partenaire, nous avons une relation qui est structurée à travers un accord sur le nucléaire »**, a-t-il souligné.

« Il faut le compléter par une discussion et un accord structuré sur l'activité balistique et une discussion stratégique sur la place de l'Iran dans la région pour lutter contre objectivement aujourd'hui des actions de déstabilisation menées dans plusieurs pays », a ajouté Emmanuel Macron. **« Je crois aux engagements qui sont pris, parce que je veux pouvoir les mettre sur le papier, les suivre et les évaluer »**.

« Je constate en tout cas que dans les discussions que nous avons eues, dans les engagements qu'ils sont prêts à prendre, il y a un changement de ton - et c'est une première -, qu'ils sont prêts à venir au sommet à Paris de lutte contre le financement des groupements terroristes et que nous aurons derrière des engagements concrets », a-t-il souligné. **« Moi je ne crois qu'au concret »**.

Macron veut « renforcer la présence militaire dans les zones reculées »

Les journalistes de RFI et France 24 ont ensuite évoqué le sujet du terrorisme. **« On sent chez vous une impatience »**, ont-ils lancé. **« Nous n'arrivons pas à éradiquer véritablement ses groupes. L'opération Barkhane est là, installée, elle dure, et les forces installées à Bamako s'organisent, mais pas assez vite. »**

« J'ai obtenu qu'il y ait de nouveaux financeurs, j'appelle à ce que l'UE et les pays européens financent cette initiative » de lutte contre le terrorisme. **« Il faut que l'on renforce la présence militaire dans les zones reculées »**, a ajouté le président. **« Je souhaite là que nous puissions gagner face à ces terroristes. [...] Je suis très volontariste, je m'engage. Mais il est essentiel que nous gagnons cette bataille »**.

La France attend que Ryad coupe les fonds des fondations extrémistes

Emmanuel Macron a par ailleurs confirmé qu'un sommet de lutte contre le financement du terrorisme se tiendrait l'an prochain à Paris. À ce sujet, il est revenu sur le rôle de l'Arabie Saoudite dans le financement des fondations extrémistes. La France va donner à l'Arabie saoudite une liste des fondations extrémistes pour que Ryad cesse de les financer, comme **« s'y est engagé le prince héritier Mohamed ben Salmane »**.

« Il ne l'a jamais fait publiquement, mais quand je me suis rendu à Ryad, (le prince héritier) Mohammed ben Salmane s'est engagé à ce que nous puissions lui fournir une liste et qu'il cesse les financements. Je le crois, mais je vais le vérifier. La confiance se crée par les résultats », a-t-il ajouté.

La France veut même agir sur ce point pour le compte d'autres pays, a-t-il expliqué. **« J'ai demandé aux dirigeants qui se plaignent de ces financements, qu'ils viennent de tel ou tel pays, de me donner la liste, je la donne pour ce qui nous concerne, et nous allons mois après mois nous assurer de cela. J'ai demandé la même chose au Qatar, à la Turquie, à l'Iran, idem »**.

Sur la Corée du Nord, Macron compte sur « la Chine et la Russie »

Concernant le drame survenu à RFI il y a quatre ans, où deux journalistes ont été assassinés au Mali, Emmanuel Macron a déclaré : « **Il y a eu plusieurs opérations. Nous continuons la recherche active, l'engagement de la France est entier, nous les retrouverons et ils paieront. La France met tout en œuvre pour que toute la vérité soit faite sur cette affaire.** »

Sur le nouveau tir de missile balistique intercontinental réalisé hier par la Corée du Nord, il a condamné à nouveau ce tir et a appelé à accroître les sanctions. « **Je compte en particulier sur la Chine et la Russie pour prendre les sanctions les plus difficiles et les plus efficaces.** »

En Afrique, l'humour d'Emmanuel Macron n'a pas fait rire tout le monde

La plaisanterie du président français lors d'une conférence avec son homologue burkinabé est « désastreuse », selon des diplomates africains.

Par **Solemn de Royer** (envoyée spéciale) et **Cyril Bensimon** (envoyé spécial)

LE MONDE Le 30.11.2017 à 10h48 • Mis à jour le 30.11.2017 à 17h15

Réagir Ajouter

Partager (273) **Tweeter**

image: http://img.lemde.fr/2017/11/28/0/0/6636/4332/768/0/60/0/9ffccef_5488305-01-06.jpg



Emmanuel Macron superstar. Dans les couloirs de l'Hôtel Ivoire d'Abidjan, où commençait mercredi 29 novembre le sommet Union africaine-Union européenne, le président français est au centre de toutes les attentions. En revanche, certains de ses propos tenus la veille à Ouagadougou, devant 800 étudiants, ont été diversement appréciés.

« *Très content du discours* », le président guinéen Alpha Condé s'est dit sur RFI « *convaincu* » que la « *détermination* » du jeune président allait enfin contribuer à couper le « *cordon ombilical* », après les multiples promesses de ses prédécesseurs de « *mettre fin à la Françafrique* ». Mais le ton parfois ironique du président français a été reçu avec plus de réserves. « *Il a dérapé* », juge un ministre des affaires étrangères africain, sous le couvert de l'anonymat. « *La petite phrase sur la clim' était désastreuse*, renchérit l'un de ses conseillers. *Les chefs d'Etat qui étaient déjà arrivés à Abidjan hier [mardi] ont pris ça comme une insulte.* »

Dans l'amphithéâtre bondé de Ouagadougou, mardi, M. Macron avait fait rire son public aux dépens de son hôte, le président Kaboré, en répondant à une question sur l'énergie en général, la climatisation défectueuse de la faculté en particulier, précisant qu'il n'était pas une puissance coloniale et n'avait pas à s'occuper de pareils sujets. « *Du coup, il s'en va ! Reste !* », a ri Macron, alors que M. Kaboré

quittait la salle un moment. « *Il est parti réparer la climatisation* », a ironisé le chef de l'Etat.

« Tout ça est ridicule »

Mercredi à Abidjan, l'Elysée a nié tout « *problème* » avec le président Kaboré et tout « *buzz* » négatif. Le président burkinabé « *a choisi ce moment malheureux pour une pause technique, résume un conseiller de M. Macron. S'il y avait eu un problème côté burkinabé, ils seraient tous sortis de la salle* ». De fait, les étudiants ne se sont pas formalisés de l'épisode. Et ils ont semblé apprécier le ton parfois direct du chef de l'Etat, qui n'a pas hésité à les rabrouer. L'entourage de Kaboré a aussi nié tout incident.

Interrogé sur le sujet à la résidence de France, mercredi soir à Abidjan, Emmanuel Macron a critiqué les « *vrais paternalistes* » qui considèrent « *qu'on ne peut pas faire d'humour avec un dirigeant africain* ». « *Je l'aurais fait avec un dirigeant européen avec qui j'ai ce type de relation* », a ajouté le chef de l'Etat, qui a précisé que sa blague avait « *fait rire* » le président du Burkina Faso. « *Tout ça est ridicule* », a balayé M. Macron.

Lire aussi : Libye : l'Union africaine demande de rapatrier 3 800 migrants en urgence

Tout le monde ne partage pas son sens de la plaisanterie. « *Il est transgressif, mais là, ce fut un peu grossier, soupire un autre ministre. Sous le couvert de l'humour, Macron a ridiculisé le président Kaboré. Par ailleurs, quand Macron dit qu'il est d'une autre génération, il doit aussi savoir qu'il est comptable de toute l'Histoire de France.* » Plus nuancé, un membre important d'un cabinet présidentiel explique avoir apprécié la « *tonicité du président* », qui a accepté de débattre « *sans langue de bois* » avec un public non acquis d'avance, ce qui témoigne d'un certain courage. Mais « *Macron doit apprendre à respecter ses hôtes* », ajoute-t-il.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/30/en-afrique-l-humour-d-emmanuel-macron-n-a-pas-fait-rire-tout-le-monde_5222546_3212.html#9zqDgt2CASzxw7Z7.99

LIBERATION

Esclavage en Libye : le sommet Europe Afrique prend des mesures d'urgence

– 30 novembre 2017 à 07:44



Le président français Emmanuel Macron avec le roi du Maroc Mohammed VI et le président camerounais Paul Biya au sommet Europe Afrique à Abidjan le 29 novembre 2017. AFP

Emmanuel Macron a annoncé mercredi soir à Abidjan une série de mesures d'urgence pour venir à bout de l'esclavage de migrants en Libye, après une réunion d'urgence de neuf pays sur le sujet.

•

Esclavage en Libye : le sommet Europe Afrique prend des mesures d'urgence
Le 5e sommet Europe-Afrique a débouché mercredi soir sur une série de mesures d'urgence pour mettre un terme à l'esclavage de migrants en Libye, devenu un des thèmes centraux des débats. Evacuation d'urgence des Africains désirant quitter la Libye, «task force» policière et de renseignement, commission d'enquête mais aussi une communication pour dissuader les jeunes de tenter l'exode sont prévus, a annoncé le président français Emmanuel Macron à l'issue d'une réunion d'urgence de neuf pays sur le sujet. Après le scandale international né de la diffusion d'images

de marché aux esclaves en Libye, l'immigration s'est imposée comme le thème majeur du sommet qui réunit environ 80 chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que 5 000 délégués à Abidjan mercredi et jeudi.

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Les dirigeants se sont mis d'accord pour mener des *«opérations d'évacuation d'urgence dans les prochains jours ou semaines»*, a dit M. Macron. *«Il a été décidé de mettre en place une coopération renforcée sur le plan sécurité et intelligence pour démanteler les réseaux de trafiquants (...) une coopération étroite sera mise en place avec une task force opérationnelle associant les services de police et d'intelligence(...) pour démanteler les réseaux et leur financement»*, a-t-il précisé rappelant que les *«trafiquants d'être humains»* étaient *«profondément liés»* aux trafiquants d'armes, de drogue et aux mouvements terroristes qui opèrent dans toute la bande sahélo-sahélienne.

Une commission d'enquête de l'Union africaine va être mise en place sur le sujet, a révélé M. Macron, soulignant qu'une *«communication volontariste à destination de la jeunesse»* était nécessaire pour *«décourager ceux qui ont cédé aux sirènes des passeurs»*. Il a aussi estimé *«qu'in fine, il est indispensable de reconstituer un Etat pérenne»* en Libye.

Auparavant, lors de l'ouverture du sommet, le président ivoirien Alassane Ouattara avait appelé les jeunes *«à ne pas (se) lancer à l'aventure au péril de (leurs) vies»*. 60% de la population africaine a moins de 25 ans, et des centaines de milliers de jeunes désespérés par le chômage, la pauvreté et l'absence de perspectives dans leurs pays - en dépit de taux de croissance enviables pour certains d'entre eux - tentent d'émigrer vers l'Europe chaque année. *«Ce sommet doit être le point de départ d'une action résolue contre cette tragédie»* de l'immigration et de ses conséquences, a lancé le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki.

«Promesses vides»

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a relevé que la *«croissance économique impressionnante»* en Afrique durant la dernière décennie était *«insuffisamment inclusive»*, autrement dit que les inégalités de revenus restent trop importantes, ce qui pousse les jeunes à continuer d'émigrer. Mardi, le président du Parlement européen, Antonio Tajani, avait déclaré vouloir proposer un *«plan Marshall»* pour le développement de l'Afrique, notamment pour investir massivement

dans ses infrastructures. *«Cela fait des années que nous dénonçons comment les migrants en Libye sont victimes de détention arbitraire, de torture, de viol, d'exploitation»*, a rappelé Amnesty International appelant les dirigeants africains à *«se réveiller»*. *«Ce ne sont pas des promesses vides qui créeront les 22 millions de nouveaux emplois annuels dont l'Afrique a besoin»*, a fustigé la directrice Afrique de l'ONG ONE (fondée par le chanteur Bono), Rudo Kwaramba-Kayombo. *«Les dirigeants de l'UA et de l'UE doivent investir dans le développement à long terme et comprendre qu'en donnant la priorité à l'éducation, l'emploi et l'émancipation des jeunes»*.

La question de la sécurité a aussi être abordée, au moment où l'Afrique de l'Ouest en particulier connaît une montée en puissance de groupes jihadistes, en partie liée à la désespérance de la jeunesse africaine. L'UE affiche son soutien au G5 Sahel, (Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad) qui s'efforce de mettre en place une force antijihadiste dans cette région, mais le financement de cette force est encore largement insuffisant. Seule la moitié de son budget a été réuni, bien qu'il ait été divisé par deux, à 240 millions d'euros. *«Le G5 Sahel a besoin d'une force africaine capable d'imposer la paix, dotée d'un mandat à la hauteur des menaces et d'un financement pérenne»*, a plaidé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.



Sommet UA-UE à Abidjan: vers une «initiative euro-africaine» sur les migrations



Dans le port de Tripoli, le 4 novembre 2017, des migrants sauvés en mer par la marine libyenne. (Photo d'illustration)

© REUTERS/Ahmed Jadallah

Par **Pierre Pinto** Publié le 29-11-2017 Modifié le 29-11-2017 à 17:38

3 000 migrants ont disparu en Méditerranée depuis le début de l'année. 164 000 sont arrivés par la mer en Europe, les trois quarts en Italie, selon les dernières statistiques publiées par l'OIM (l'Organisation internationale des migrations). Malgré des chiffres en baisse par rapport à 2016, la question constitue toujours un enjeu colossal pour l'Europe qui a du mal à gérer cet afflux, comme pour l'Afrique qui voit sa jeunesse fuir

massivement le continent. Depuis des semaines et la diffusion des fameuses images de migrants vendus aux enchères, cette question est remontée en tête des préoccupations des gouvernements africains. La question migratoire est d'ailleurs l'un des deux grands thèmes du sommet Afrique-Europe qui s'ouvre pour deux jours à Abidjan.

Devant les 800 étudiants réunis, mardi 28 novembre, dans un amphithéâtre de l'université Joseph-Ki-Zerbo de Ouagadougou au Burkina Faso, le président français Emmanuel Macron est revenu d'emblée et longuement sur ces images qui ont suscité une onde de choc diplomatique et politique en Afrique, évoquant « *un crime contre l'humanité* », « *stade ultime d'une tragédie que nous avons laissé prospérer sur les routes de la nécessité* ».

Face à cette « *atteinte à notre dignité humaine* », « *premier péril qui pèse sur nos consciences* », le président français doit présenter ce mercredi à Abidjan une « **initiative euro-africaine** » sur le sujet. « *Une initiative qui doit commencer par frapper les organisations criminelles, les réseaux de passeurs qui agissent impunément depuis les centres urbains de la corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest jusqu'aux côtes européennes. Je proposerai également que l'Afrique et l'Europe viennent en aide aux populations prises au piège en Libye en apportant un soutien massif à l'évacuation des personnes en danger* » avait déclaré Emmanuel Macron.

La traite des êtres humains en Libye est un fléau que les ONG ne cessent de dénoncer depuis des années. Les images de CNN, sur lesquels nombre de dirigeants européens et africains ont feint de découvrir une réalité, ont eu le mérite de relancer le débat sur les responsabilités et les méthodes. Comme elle l'a fait avec la Turquie pour tarir le flux de migrants et réfugiés en provenance du Moyen-Orient vers la Grèce, l'UE traite depuis plusieurs mois avec plusieurs « autorités » libyennes pour contenir ces mêmes flux en provenance d'Afrique sur la rive sud de la Méditerranée.

Parmi les « autorités » financées directement ou indirectement par l'UE en Libye, les garde-côtes. Sur le papier cette politique semble donner des résultats puisqu'à en juger par les derniers chiffres publiés par l'OIM, le nombre de migrants arrivés en Europe par la mer a été plus que divisé par deux par rapport à l'an dernier (164 000 depuis le 1er janvier 2017 contre 348 600 sur la même période en 2016).

L'Europe pointée du doigt

Mi-novembre, le Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a fustigé **cette coopération de l'Union européenne avec la Libye**, décrivant une situation « *catastrophique* ». « *La politique de l'UE consistant à aider les garde-côtes libyens, à intercepter et renvoyer les migrants est inhumaine. La souffrance des migrants détenus en Libye est un outrage à la conscience de l'humanité* », a déclaré dans un communiqué Zeid Ra'ad al-Husseini.

Depuis des mois, les ONG et organisations internationales critiquent cette politique européenne, qui s'accompagne selon elles d'une certaine passivité face aux conditions de vie

désastreuses des candidats à l'exil et aux sévices qu'ils subissent, notamment dans les centres où ils sont parqués.

« Il y a ce discours de lutter contre les trafiquants, mais en même temps l'Union européenne finance les garde-côtes libyens, dont on sait pertinemment - et l'ONU a pu le vérifier - qu'ils participent eux-mêmes au trafic. C'est quand même assez paradoxal de vouloir lutter contre les trafiquants sans tirer les conséquences sur où vont les fonds européens, où va l'aide technique et opérationnelle de l'UE auprès des Libyens, qui par ailleurs placent les migrants et réfugiés dans des centres de détention où ils sont persécutés, torturés et parfois exécutés », explique Jean-François Dubost, chargé de la « Protection des populations » pour Amnesty International France

« Responsabilité partagée »

Certains dirigeants n'hésitent pas à pointer la responsabilité de l'Europe dans ce drame. *« Ce sont les Européens qui ont demandé aux Libyens de bloquer les gens là-bas. Donc il y a aussi la responsabilité de l'Europe »,* commentait il y a quelques jours sur RFI le Guinéen Alpha Condé président en exercice de l'Union africaine. *« Comment voulez-vous qu'un Etat où il n'y a pas de gouvernement, où des milices se partagent le pays, ait les moyens de garder les gens dans des conditions décentes ? C'est les livrer clairement à une vie de bête sauvage. Comment on peut accepter que les milices prennent les gens et les gardent dans des conditions totalement inadmissibles, inhumaines »,* a-t-il ajouté.

Faut-il pour autant occulter la responsabilité des dirigeants africains incapables d'offrir à leurs jeunes perspectives d'avenir dans leurs pays respectifs ? *« La responsabilité est partagée »,* tempère Moussa Faki Mahamat. Pour le président de la Commission de l'Union africaine, il faut désormais se concentrer sur des solutions en amont du cas libyen. *« Je ne pense pas que ce problème puisse trouver une solution en empêchant les gens de partir [de Libye] en Europe. Je souhaite vivement qu'au lieu de bloquer le passage, il faut plutôt faire en sorte que les gens ne se ruent pas en Libye pour chercher à traverser la Méditerranée. Donc il faut s'attaquer aux racines par le développement, par des projets concrets dans ces pays »,* ajoute-t-il.

Aider à leur retour

A long terme, le développement, mais à court terme, le tri. En octobre, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a commencé à identifier dans deux pays de transit, le Niger et le Tchad, les migrants susceptibles d'obtenir le statut de réfugiés en France. Ils pourraient être 3 000 en deux ans à l'obtenir avec ce programme. Quant aux migrants déboutés, ils devront être reconduits dans leur pays, avec le concours de l'Organisation internationale des migrations.

« Nous devons aussi encourager le travail de l'OIM avec tous les Etats africains d'origine, et aider au retour dans ces Etats d'origine. Nous ne pouvons pas laisser des centaines de milliers d'Africains qui n'ont aucune chance d'obtenir le droit d'asile, qui vont passer parfois des années en Libye prendre tous les risques en méditerranée, courir à ce drame. Il est donc indispensable d'œuvrer à leur retour et d'aider à cet égard l'OIM. La France a commencé à faire ce travail en lien étroit avec les autorités tchadienne et nigérienne. Mais face à l'ampleur de la tragédie nous devons changer d'échelle », a plaidé le président français à Ouagadougou.

Mais au-delà du défi logistique et des considérations philosophiques que cela pose, une gageure diplomatique s'impose à Emmanuel Macron : convaincre non seulement les pays d'Europe à participer à la sélection des migrants dans les pays de transit comme la France le

fait au Niger et au Tchad. Mais surtout convaincre les pays d'origine, pour qui souvent la diaspora est une manne financière, d'accepter le rapatriement de leurs candidats à l'exil, voire de participer à ce retour.

Macron, les à-côtés d'une tournée africaine sans tabou

Le chef de l'Etat a achevé, jeudi soir, une tournée africaine de plus de trois jours au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana. L'occasion pour lui de peaufiner sa stature de jeune leader moderne et sans tabou.

LE MONDE | 01.12.2017 à 13h04 • Mis à jour le 01.12.2017 à 13h23 | Par **Solenn de Royer** (envoyée spéciale au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana)

Réagir Ajouter

Partager (16) [Twitter](#)

image:

http://img.lemde.fr/2017/11/30/0/0/4777/3185/534/0/60/0/338d930_5502956-01-06.jpg



Emmanuel Macron lors d'une visite dans un club de boxe du quartier de Jamestown, à Accra, le 30 novembre 2017. LUDOVIC MARIN / AFP

Le président français, Emmanuel Macron, a achevé jeudi 30 novembre une tournée africaine de plus de trois jours. Retour en plusieurs épisodes sur ce voyage.

• **Ballon rond et Facebook live**

Jeudi 30 novembre au soir, Accra, capitale du Ghana. C'est la dernière étape de la tournée africaine d'Emmanuel Macron. La lumière, vive et brûlante tout au long de la journée, baisse doucement sur la mer. Un groupe de jeunes joue au football, devant le

club de sport de Jamestown, un quartier populaire de la capitale. Ils attendent Emmanuel Macron depuis près de trois heures. Comme toujours, le président est en retard. Mais lui qui a brandi la carte générationnelle pendant toute la durée de son voyage (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana) termine sa tournée comme il l'a commencée, avec la jeunesse.

Sirènes stridentes et motards debout : le cortège présidentiel arrive enfin. L'ancienne star du football ghanéen (et marseillais) Abedi Pelé l'accueille avec l'un de ses maillots, floqué du numéro 17. « *Wahou, pour compléter ma collection* », s'extasie M. Macron, qui part saluer un à un les jeunes joueurs, plantant ses yeux clairs dans ceux de chacun : « *How are you ?* », « *Happy to meet you !* »

Une employée de la présidence filme la scène au plus près, pour le Facebook live de l'Élysée. En direct, les internautes notent (des cœurs roses ou des pouces levés bleus) et commentent. Style direct : « *Vous êtes extraordinaire, M. Macron* », « *Les Français ont fait le bon choix, bravo !* » Style indirect : « *J'aime tout ce qu'il annonce et explique !* », « *Macron, a great leader !* »... Le flux extatique ne tarit pas.

Quand, à la faveur d'un petit mouvement de foule, un officier de sécurité demande à la responsable du Facebook live de s'écarter, croyant qu'il s'agit d'une (simple) journaliste, un membre du service de communication de l'Élysée s'y oppose aussitôt : « *C'est le réseau social !* » L'officier de sécurité doit abdiquer. Cela tombe bien : voilà qu'Emmanuel Macron se mêle aux enfants pour quelques selfies avant de taper avec eux dans le ballon, à la grande joie de ces derniers. « *Ah, il est cool quand même...* », s'extasie de loin un internaute en envoyant un petit cœur, qui flotte un instant sur l'écran du Facebook live. Opération de com réussie pour l'Élysée.

Lire aussi : Au Ghana, Macron réitère son message aux jeunes Africains pour qu'ils restent et réussissent en Afrique

• « L'homme du moment »

Même jour, même endroit. Mais, cette fois, la nuit est tombée. Après le terrain de football, la salle de boxe, refaite à neuf pour la visite présidentielle. Derrière les cordes du ring, Emmanuel Macron assiste à des combats. Casqués, deux garçons en short noir s'enlacent et se cognent. « *Ah, la belle métaphore de la politique, c'est comme ça aux questions d'actualité à l'Assemblée !* », s'amuse le secrétaire d'Etat Mounir Mahjoubi, qui accompagne Emmanuel Macron dans sa tournée. Le coach prend le bras du jeune vainqueur, qu'il lève au ciel : « *The winner !* » M. Macron sourit. Le perdant a les yeux humides, les bras ballants. « *Tu gagneras la prochaine fois* », l'encourage le président.

Sur le mur du club, un règlement peint en lettres noires : « *1/ L'entraîneur n'a jamais tort 2/ Si vous pensez que l'entraîneur a tort, revenez à la règle 1.* » Conclusion : « *Soyez disciplinés.* » Une grammaire macronienne, en somme. « *C'est très inspirant* », lance le président en évoquant le travail des

éducateurs auprès des jeunes du quartier. Le club a produit plusieurs des plus grands boxeurs du pays. Les boxeurs arborent un tee-shirt à l'effigie du président français, barré de ce slogan : « Macron (sic), *the man of the moment* », l'homme du moment. M. Macron savoure : « *Je ne suis pas le bon juge, mais ça me touche beaucoup...* »

• **Quand Macron fait du Sarkozy...**

Mardi, Ouagadougou. Premier jour de la tournée. Emmanuel Macron vient de parler pendant près de deux heures dans un amphithéâtre bondé, à peine rafraîchi par la climatisation et des dizaines de fans qui brassent l'air en vain. Plus de huit cents étudiants ont écouté le président français livrer sa vision des relations entre la France et le continent africain : « *Il n'y a plus de politique africaine de la France* », a-t-il lancé en préambule.

Lire aussi : En Afrique, l'humour d'Emmanuel Macron n'a pas fait rire tout le monde

A l'issue de cette adresse à la jeunesse, qu'il prépare depuis des mois, Emmanuel Macron accepte de débattre « *sans filtre* » (insiste-t-on à l'Elysée) avec une salle très politisée et loin d'être acquise à sa cause. Inédit. Il mise sur cette séquence pour rompre avec les usages du passé et peaufiner sa stature de jeune leader moderne au parler vrai.

Mais, devant les étudiants, le président, qui brandit si souvent l'étendard de la rupture, retrouve, malgré lui, des postures chères à Nicolas Sarkozy et à François Hollande, alternant joutes viriles, envolées parfois mal contrôlées et... petites blagues, qui rappellent furieusement le président socialiste.

Devant les questions parfois virulentes des étudiants, qui reprochent de manière sous-jacente à la France une posture néocolonialiste, le chef de l'Etat se montre d'abord tranchant, au risque d'apparaître condescendant avec ses jeunes interlocuteurs, tantôt interpellés « *mon ami* », tantôt tancés pour avoir posé une question « *bêtement anti-impérialiste* ». M. Macron renvoie même un ou deux jeunes à leurs études. « *Dans quelle filière êtes-vous ? Si vous faites histoire et géographie, il va falloir bosser dur* », lance-t-il à un étudiant qui l'interroge sur la démographie africaine en prenant exemple sur celle de la Chine. « *Je n'ai pas de tabou, je n'ai peur de rien* », a répété le président tout au long de sa tournée. « *J'ai une approche très décomplexée, j'assume.* »

• **... et du Hollande**

Après les avoir secoués, M. Macron prend soudain à témoin les étudiants, suscitant leurs rires, au détriment du président Roch Kaboré, qui assiste à l'exercice à ses côtés, muet. En répondant à une question sur l'énergie en général, et la climatisation défectueuse de la faculté en particulier, le chef de l'Etat précise qu'il n'est pas une puissance coloniale et qu'il n'a pas à s'occuper de pareils sujets. « *Je ne veux pas*

m'occuper d'électricité dans les universités, c'est le travail du président Kaboré ! », poursuit-il.

C'est ce moment que l'interpellé choisit pour se lever et quitter momentanément la salle. « *Du coup, il s'en va ! Reste !*, s'esclaffe M. Macron. « *Il est parti réparer la climatisation* », ironise-t-il encore. Un ange passe. Plus tard, l'entourage du président du Burkina Faso niera tout incident diplomatique, arguant que ce dernier avait eu besoin d'une « *pause technique* ».

Interrogé le lendemain à Abidjan, à la résidence de France, Macron revendique le droit à l'humour et balaye la polémique : « *Tout ça est ridicule.* » Hasard de calendrier, quand Emmanuel Macron riait avec les étudiants burkinabés, François Hollande recevait à Paris le prix de l'humour politique 2017 pour « *l'ensemble de son œuvre* ».

• « **VRP** » du nouveau monde

Jeudi matin, Accra. Démesurée, la place de l'indépendance, traversée d'un long tapis rouge, est inondée de lumière, écrasante. Côte à côte sous une tente de toile blanche, les deux présidents qui ont allumé la flamme, sous la statue du soldat inconnu, écoutent les hymnes nationaux, joués par des militaires en uniforme blanc. Un accueil en grande pompe, dans la grande tradition africaine. Accrochés à la paroi d'un stade de béton, deux portraits géants de Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et d'Emmanuel Macron dominant Independence Square.

Les deux dirigeants sont tous deux au pouvoir depuis moins d'un an. Dans son discours de bienvenue, le président du Ghana félicite d'ailleurs son invité pour son ascension fulgurante : « *Votre parti n'existait pas il y a un an. Vous avez obtenu la majorité absolue à l'Assemblée. C'est très impressionnant. Cela montre la confiance que le peuple français vous porte. Vous allez réformer et moderniser le pays.* »

Deux jours plus tôt devant la communauté française de Ouagadougou, Emmanuel Macron ne disait pas autre chose. Sous le chapiteau de la résidence de France, mardi à la nuit tombée, le président a donné des nouvelles du pays. « *Comme en Afrique, nous vivons un moment de grand basculement*, a-t-il commencé. *La France est en train de se transformer, les Français l'ont voulu en mai dernier. Ils ont fait émerger des visages nouveaux, qui n'avaient rien à voir avec la politique.* » Il présente d'ailleurs à la petite assemblée d'expatriés la députée LRM du Lot, Huguette Tiegna, originaire du Burkina Faso. Elle l'accompagne dans son voyage.

« *Nous avons tourné une page du passé dans lequel nous étions enferrés* », résume le chef de l'Etat, dont la courbe de popularité repart à hausse dans les sondages. A l'issue de son discours, il se mêle aux invités qui viennent chercher un selfie avant de se disperser autour des buffets où vin rouge et fromages français ont été disposés. Dans un coin du chapiteau, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, sirote un whisky, comme chaque soir. « *Il m'a bluffé* », souffle-t-il à propos du discours présidentiel tenu dans la matinée à l'université. Mais il ironise sur les questions des étudiants burkinabés : « *C'était comme une "AG" du NPA, on aurait dit*

que les questions étaient écrites par Olivier Besancenot. » En macronie, la politique a mauvaise presse, mais elle n'est jamais loin.

• **Quand Macron copie Obama**

Mardi soir, Ouagadougou. Emmanuel Macron est accueilli dans une école de la capitale par une haie d'enfants qui scandent des « *Papa Macron* » en agitant des drapeaux français et burkinabés. « *En Afrique, on considère les chefs d'Etat comme des pères de famille* », explique un enseignant de cette école, la seule à être restée ouverte pour l'occasion, le gouvernement ayant décidé de fermer les autres quarante-huit heures pour fluidifier la circulation pendant la visite présidentielle. « *Quelles sont tes matières préférées, le calcul, l'écriture, tu as quel âge, que veux-tu faire plus tard, médecin, pompier... ?* » Patient, Emmanuel Macron interroge les enfants, devant le tableau noir, flanqués de son ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, et du député LRM Cédric Villani, coiffé d'un feutre mou et qui étouffe dans son costume trois pièces.

M. Macron, lui, a tombé la veste. *Copycat*, le jeune président – qui a vu de nombreux documentaires sur l'ascension de l'ex-sénateur de l'Illinois – mime Barack Obama jusque dans la démarche (lente, souple), les gestes (amples) et le sourire (automatique), multipliant les déambulations en bras de chemise immaculée. Comme son modèle américain, avec lequel il doit déjeuner samedi à Paris, il soigne sa posture de jeune leader moderne et charismatique. Soucieux de se montrer accessible et empathique, il prend son temps, s'intéresse aux gens, les touche, se penche pour leur parler, savoure les bains de foule. Il hérite au passage de belles images, parfaitement contrôlées.

Deux jours plus tard, au Ghana, le président français reprend même le slogan de la campagne démocrate de l'an dernier : « *We are stronger together* », nous sommes plus forts ensemble, lance-t-il au président Akufo-Addo, en discourant en anglais de bout en bout. Encore un volet inédit de la tournée. Plus tard, loin de la raideur protocolaire de ses prédécesseurs, le jeune dirigeant esquisse quelques pas de danse et fait des moulinets avec ses mains, devant deux danseuses en tenue traditionnelle, s'intégrant comme il peut à la chorégraphie, rythmée par des djembés. Lors de sa première visite au Kenya, Obama avait carrément dansé lors d'une représentation d'un groupe afro-pop.

• **« Je suis content de faire une pause »**

Mardi soir, Ouagadougou. Emmanuel Macron termine une journée marathon, la plus importante de sa tournée, commencée avec son grand discours à la jeunesse africaine, à l'université. Il est content de lui, il a retourné la salle, qui ne lui était pas favorable, et il le sait. Et, si sa prestation a été diversement appréciée sur les réseaux sociaux ou dans les cénacles du pouvoir africain, les étudiants burkinabés n'ont rien trouvé à redire, voire ont été conquis.

Lire aussi : Comment Macron a travaillé son « adresse à la jeunesse africaine » pour éviter les faux pas

En quittant l'école de Lagem-Taaba, où il s'est éternisé, saluant professeurs et enfants jusqu'à nuit noire, le chef de l'Etat demande à faire un break avant de rejoindre les jardins de la résidence de France. Son cortège de berlines blindées file à vive allure dans les rues de « Ouaga ». M. Macron et sa délégation s'arrêtent dans un maquis, une échoppe locale au toit recouvert de canisses. Il s'assoit autour d'une grande table basse, avec ses conseillers, dont son « sherpa » Philippe Etienne et son conseiller Afrique, Franck Paris, et trois ministres, Jean-Yves Le Drian, Jean-Michel Blanquer et Brune Poirson. Il y a aussi Leila Slimani, qu'il vient de nommer représentante personnelle pour la francophonie.

Pour une fois, Emmanuel Macron ne veut pas de photos, il veut juste souffler, en petit comité. Même sa photographe personnelle, Soazig de La Moissonnière, garde son appareil en bandoulière. Un serveur apporte des bières (locales) pour toute la tablée. « *Je suis content de faire une pause* », lance le président, hilare, mais les traits marqués. Le soir de la victoire, en mai, l'un de ses amis lui avait soufflé : « *Tu es fatigué, sûrement, mais tu ne pourras plus te reposer. Tu viens de faire un sprint, commence le marathon.* »

• « Bienvenue en métropole »

Mardi, Ouagadougou, à l'université. Pour illustrer sa volonté de rompre avec ses prédécesseurs, Emmanuel Macron a choisi une anaphore : « *Je suis d'une génération qui n'a pas connu l'Afrique colonisée. (...) Je suis d'une génération dont l'un des plus beaux souvenirs politiques, c'est Nelson Mandela. (...) C'est cela l'histoire de notre génération. (...) Je suis d'une génération qui ne vient pas dire ce que l'Afrique doit faire. (...) Nous sommes une génération dont les destins sont mêlés parce que nous avons cette histoire commune. (...) Je suis d'une génération européenne. Ce n'est pas simplement un dialogue franco-africain, mais une relation entre nos deux continents. C'est à cette échelle que les choses, aujourd'hui, se jouent.* »

Jeudi matin, à l'aube, l'Airbus de la République française, frappé de la cocarde tricolore, qui convoie une partie de la délégation présidentielle, les policiers du groupe de sécurité de la présidence de la République et les journalistes, pas très frais à l'issue de cette tournée marathon, glisse sur le tarmac glacé de l'aéroport de Roissy. Un membre de l'équipage prend le micro : « *Mesdames et messieurs, bienvenue en métropole !* »

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/12/01/macron-les-a-cotes-d-une-tournee-africaine-sans-tabou_5223202_823448.html#vIDey4sMr4h0HP1H.99

Le sommet d'Abidjan, un test pour la cohésion de l'Union africaine

Depuis le retour du Maroc au sein de l'organisation panafricaine en janvier, les couacs se sont multipliés au sujet de la question sahraouie.

Par Emeline Wuilbercq (Addis-Abeba, correspondance) et [Charlotte Bozonnet](#)

LE MONDE Le 29.11.2017 à 13h01 • Mis à jour le 30.11.2017 à 10h39

Réagir Ajouter

Partager (243) [Twitter](#)

image: http://img.lemde.fr/2017/11/29/354/0/4798/2394/768/0/60/0/ea180af_25770-12m2lwm.v44s.jpg



Enfin, ils sont tous là. Le roi du Maroc, Mohammed VI, participe en personne au sommet entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) qui se tient les 29 et 30 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le souverain est même arrivé chez son allié ouest-africain quelques jours à l'avance. Les représentants de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) y sont aussi. Ce n'était pourtant pas acquis.

Lire aussi : [Entre l'Europe et l'Afrique, la sécurité conditionne l'aide au développement](#)

Alors que la rencontre est censée réunir des représentants des deux continents, la participation de la RASD est restée pendant plusieurs semaines en suspens : bien que membre de l'UA, elle n'avait pas reçu d'invitation de la part de la Côte d'Ivoire, pays hôte du sommet.

« La castagne à chaque sommet »

Après des semaines de crispations, un accord a été trouvé : c'est l'UA, et non la Côte d'Ivoire, qui a adressé une invitation à la partie sahraouie. Mardi 28 octobre, Moussa Faki Mahamat mettait fin à la polémique. « *Tous les Etats membres seront présents* », tweetait l'ancien ministre tchadien. Fin du psychodrame. Le conflit de fond, lui, reste entier.

Cet épisode n'est en effet que le dernier d'une série de couacs qui ont secoué les couloirs de l'organisation panafricaine depuis janvier. « *Depuis que le Maroc est revenu, c'est la castagne à chaque sommet* », note une source ivoirienne.

La réintégration du Maroc au sein de sa famille africaine était pourtant très attendue. Il y a trente-trois ans, le roi Hassan II avait décidé de quitter ce qui était alors l'Organisation de l'unité africaine (devenue l'Union africaine en 2002) pour protester contre la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Pour la monarchie, il n'était pas question de siéger aux côtés de cette entité qui défie la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, qu'elle contrôle *de facto* à 80 %.

Lire aussi : « L'UE et l'Afrique disposent d'une occasion unique de commencer à façonner un avenir commun »

La stratégie de Rabat a toutefois sensiblement évolué ces dernières années. Sa volonté d'expansion en Afrique ne lui permet plus de se contenter d'échanges bilatéraux avec ses partenaires. Pour pousser ses vues sur le continent, renforcer les échanges sud-sud mais aussi défendre ses positions sur le Sahara occidental, mieux vaut être à l'intérieur de l'UA.

En janvier, le retour fut acté. « *Il est bon le jour où l'on rentre chez soi* », déclarait alors le roi Mohammed VI, sous les youyous et les applaudissements, au cours d'un discours historique prononcé au siège de l'UA, dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba.

Dix mois plus tard, l'atmosphère est un peu différente. Selon plusieurs analystes, une vraie scission existe au sein de l'UA entre les défenseurs du Maroc, qui viennent surtout de l'Afrique de l'Ouest francophone, et ses opposants, à commencer par l'Algérie et l'Afrique du Sud, pro-RASD. La question est « *très sensible* », reconnaît un diplomate nigérien. De son côté, la porte-parole du président de la Commission de l'Union africaine (CUA), Ebba Kalondo, préfère ne pas en parler « *pour l'instant* ».

« Une diplomatie du carnet de chèques »

Depuis janvier, plusieurs incidents se sont produits. En mars, le Maroc n'a pas assisté à la réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA portant sur la question du Sahara occidental. Le royaume considère en effet que le différend qui l'oppose à la RASD doit être réglé à l'ONU, et non à l'UA. Cette absence aurait pu passer inaperçue, mais elle a été rendue publique par un tweet du département Paix et sécurité de l'UA – dont le commissaire est l'Algérien Smaïl Chergui – qui a exprimé son « *profond regret* ». En réalité, le Maroc n'étant pas membre du CPS, il n'est pas obligé d'être présent à ces réunions.

En mars toujours, à Dakar, au Sénégal, un clash a conduit au report de la Conférence annuelle des ministres africains des finances et de la planification organisée conjointement par la CUA et la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Le Maroc refusait la présence de la RASD au motif qu'elle n'est pas reconnue par l'ONU.

Lire aussi : Sommet UE-UA : des scientifiques lancent un appel à soutenir la recherche africaine

Enfin, en août, une conférence de la Tacad, la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, organisée à Maputo, au Mozambique, a tourné à la foire d'empoigne entre Marocains et Sahraouis. Le ministre marocain des affaires étrangères, Nasser Bourita, s'est indigné de la présence lors de cette réunion onusienne de représentants de ce qu'il considère comme une « *entité fantoche* ». Des diplomates en sont même venus aux mains.

Cette scission existait déjà lors de la procédure de retour du Maroc. Le roi avait rassemblé derrière lui de nombreux soutiens, n'hésitant pas à faire une tournée diplomatique de charme pour tisser ou renforcer des amitiés au sein de l'UA, profitant de ces visites officielles pour signer des contrats. Certains Etats membres avaient alors vu cela comme « *une diplomatie du carnet de chèques* », destinée à réintégrer « *une organisation qui reste largement opposée à ses actions dans le Sahara occidental* », analyse Liesl Louw-Vaudran, consultante à l'Institute for Security Studies (ISS Africa).

« Territoire occupé »

A cette époque, le roi avait rappelé qu'il n'était pas question de semer la zizanie au sein de l'organisation. Son retour était guidé par les liens historiques, culturels et religieux que le Maroc entretient depuis toujours avec le reste de l'Afrique, entendait-on dans la délégation marocaine. Une rhétorique réitérée dans le discours de janvier du souverain dans lequel il assurait que son « *action concourra à fédérer et à aller de l'avant* ».

Dans les faits, l'opposition du Maroc à la RASD pèse sur la vie de l'organisation panafricaine. Depuis janvier, Rabat mène une stratégie de « *lobbying contre les Sahraouis* », raconte un fonctionnaire de l'institution. « *Le Maroc continue de rêver de faire exclure la RASD*, estime pour sa part Roland Adjovi, professeur de droit

international à l'université d'Arcadia (Etats-Unis), *car celle-ci tire une grande partie de son poids de sa participation au sein de l'UA.* »

Une telle exclusion est-elle un scénario possible ? « *La question du Sahara occidental pose problème à de nombreux Etats membres, analyse Liesl Louw-Vaudran. Si, demain, le nord du Cameroun clame son indépendance et réclame un siège à l'UA, ou le Biafra, ou le Somaliland, ou la Casamance. C'est gênant pour les chefs d'Etat que la RASD soit membre alors qu'elle ne représente pas vraiment un Etat.* » Juridiquement pourtant, il faudrait un consensus pour changer l'acte constitutif de l'Union africaine et permettre l'exclusion d'un Etat membre. « *Politiquement, c'est impossible* », souligne un observateur. Mais la RASD pourrait se retrouver de plus en plus isolée.

Lire aussi : Le Maroc à la Cédéao, une adhésion loin de faire l'unanimité

Les soutiens marocains sont en effet nombreux. En juillet 2016, 28 pays membres avaient signé une motion demandant la suspension de la RASD. Cette année, lors du premier sommet de l'UA auquel participait le Maroc, celui-ci a remporté une petite bataille des mots en obtenant des amendements au rapport de la Commission africaine des droits humains et des peuples, notamment la suppression de la mention « *territoire occupé* », une expression jusqu'à présent utilisée par l'UA lorsqu'elle citait le Sahara occidental.

Pour les officiels sahraouis eux-mêmes et leurs soutiens, la marge de manœuvre est limitée : comment s'opposer ou même officiellement critiquer le retour d'un pays africain au sein de sa famille ? D'autant que le Maroc figure déjà parmi les bons élèves de l'UA : le royaume, contrairement à nombre de pays africains, a payé sa contribution au budget d'une organisation qui peine à acquérir son indépendance financière.

Une guéguerre qui « reste gérable »

D'autant que du côté marocain, l'heure est à l'offensive : « *La présence anormale de ces gens-là [la RASD] ne doit pas être un obstacle, à la stratégie du Maroc en Afrique, lâche un diplomate marocain. Nous sommes là pour travailler.* » Pas pour chasser la RASD ? « *Chasser pour pouvoir mieux travailler* », reprend-il.

Selon une source proche du dossier, « *le Maroc commence à faire fondre le bloc pro-RASD, notamment au sein de la SADC [Communauté de développement d'Afrique australe]* ». En mai, le Malawi, situé géographiquement en zone d'influence Polisario avec des voisins comme le Mozambique, la Zambie et la Tanzanie, a retiré sa reconnaissance de la RASD.

Et le Maroc n'a pas abattu sa dernière carte : Rabat a demandé à intégrer la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). S'il l'obtient – un sommet est prévu en décembre –, il aura potentiellement l'appui de quinze pays

qui comptent dans l'UA. Le royaume a aussi déposé sa candidature pour être membre du Conseil de paix et de Sécurité de l'UA.

Dans les couloirs de l'UA, d'aucuns craignent que l'unité de l'organisation se fissure à cause de ce conflit interne. Mais, plus que de l'inquiétude, il y a de « *l'agacement* ». A l'époque des débats sur la réintégration du Maroc, nombre de pays s'étaient déjà alarmés de devenir otages d'un conflit considéré comme secondaire en comparaison des défis politiques, économiques et sécuritaires que doit relever le continent. L'une des conditions au retour du Maroc était d'accepter la présence de la RASD au sein de l'organisation panafricaine. « *Ils ne peuvent rien exiger, on les avait prévenus* », souligne un diplomate d'Afrique de l'Ouest.

« *Pour l'instant, [la guéguerre] reste gérable, considère toutefois une source d'Afrique du Nord. Le sommet UA-UE est très important dans cette affaire, dans la mesure où il sera l'occasion de tester la capacité du Maroc à accepter que la RASD siège dans un sommet avec le plus grand partenaire du royaume. Si rien ne se passe, ça sera bon pour l'UA. Si ça merde, ça risque d'être lourd de conséquences.* »

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/29/le-sommet-d-abidjan-un-test-pour-la-cohesion-de-l-union-africaine_5222150_3212.html#YD741ru70b73Yi0T.99

Au Ghana, Macron réitère son message aux jeunes Africains pour qu'ils restent et réussissent en Afrique

Lors de cette dernière étape de sa tournée africaine, le chef de l'Etat a notamment déploré que « l'Europe » soit « derrière la Chine » au Ghana.

Par **Cyril Bensimon** (Accra, envoyé spécial)

LE MONDE Le 30.11.2017 à 20h38

Réagir Ajouter

Partager (292) [Twitter](#)

image: http://img.lemde.fr/2017/11/30/0/0/5082/3387/768/0/60/0/584c6d5_5502430-01-06.jpg



Ultime étape de la tournée africaine d'Emmanuel Macron, la courte visite au Ghana de jeudi 30 novembre a été pensée comme un passage obligé. L'Elysée insiste sur le fait que les vieux schémas coloniaux d'Afrique francophone, anglophone ou lusophone doivent désormais être dépassés, que la francophonie doit être « *moins défensive* » et constituer « *un facteur d'intégration* ».

Coincé entre trois pays francophones, présidé par Nana Akufo-Addo, francophile revendiqué, à la différence de certains de ses prédécesseurs, modèle démocratique qui a connu trois transitions pacifiques, loué pour le dynamisme économique de son secteur privé, le Ghana semblait tout désigné pour accueillir la première visite d'un président français depuis son indépendance, il y a soixante ans.

M. Macron a salué en son hôte l'incarnation d'« *une nouvelle génération de leaders en Afrique qui croit dans une nouvelle histoire pour l'avenir et la jeunesse.* » Accompagné du premier ministre néerlandais, Mark Rutte — une façon de souligner que la diplomatie française entend impliquer davantage les Européens dans les questions africaines —, le chef de l'Etat a notamment estimé anormal que « *l'Europe* » soit « *derrière la Chine* » au Ghana.

Pour sa part, Nana Akufo-Addo a rendu hommage à « *la détermination d'Emmanuel Macron* » à poursuivre l'engagement militaire de la France au Sahel et a tracé les contours de son ambition pour le Ghana : s'émanciper de l'aide occidentale et suivre le modèle de l'Irlande, passée de terre d'émigration à un statut d'île start-up.

Les deux présidents ont plaidé pour que les jeunes Africains restent et réussissent en Afrique, plutôt que de « *croire à un eldorado en Europe* », pour le Français, ou que de « *mendier l'aide* » des pays riches, pour le Ghanéen. M. Macron a insisté sur le fait que « *l'Europe doit avoir une politique de coopération pour qu'un jeune Africain puisse se dire qu'il va réussir formidablement dans son pays* », par exemple y « *développer son entreprise* ».

La crise togolaise

Au-delà des hommages de circonstance et des promesses de renforcement des relations bilatérales, cette visite a aussi été l'occasion d'aborder la crise politique qui secoue le Togo, voisin oriental du Ghana. Depuis août, des manifestations s'y succèdent pour réclamer le départ du président Faure Gnassingbé, dont la famille dirige depuis un demi-siècle le pays.

Alors que le président en exercice de l'Union africaine, le guinéen Alpha Condé, recevait ces jours derniers à Paris les dirigeants de l'opposition togolaise, M. Macron avait déclaré la veille, sur RFI et France 24, souhaiter que « *le peuple puisse s'exprimer librement. (...) Dans ce pays, comme dans quelques autres, il faut un cadre électoral dans lequel les oppositions puissent aller à un processus électoral contrôlé qui peut aboutir à une confirmation démocratique ou à l'alternance. La conservation longue du pouvoir, sans processus électoral et sans cadre pluraliste, n'est pas une bonne chose.* »

Nana Akufo-Addo, qui tente de jouer les médiateurs dans cette crise, n'a pas fait savoir quelle était sa position, ni quelles sont ses solutions pour sortir de l'impasse politique entre une opposition qui exige le départ du président togolais du pouvoir et un chef de l'Etat qui souhaite modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat en 2020.

De bonne source, le président ghanéen souhaite « *engager un dialogue politique en mettant tous les sujets difficiles relatifs au processus électoral sur la table.* » En revanche, ce dernier ne serait pas prêt à défendre une position « maximaliste » et à demander à Faure Gnassingbé de se retirer de la présidence.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/30/au-ghana-macron-reitere-son-message-aux-jeunes-africains-pour-qu-ils-restent-et-reussissent-en-afrique_5222902_3212.html#leeHKKCjWakEX6CJ.99

« Emmanuel Macron n'a pas convaincu la jeunesse africaine hostile à la France »

Francis Kpatindé était l'invité, jeudi, du « Monde Afrique » pour faire un bilan de la première tournée africaine du président français, qui s'est achevée au Ghana.

LE MONDE Le 30.11.2017 à 19h46 • Mis à jour le 30.11.2017 à 20h11

Réagir Ajouter

Partager (323) [Twitter](#)

image: http://img.lemde.fr/2017/11/30/0/0/6054/4036/768/0/60/0/3d1df31_6934-pomm50.oo6s.jpg



Emmanuel Macron a achevé à Accra, au Ghana, jeudi 30 novembre, sa première tournée en Afrique de l'Ouest après une première étape à Ouagadougou et le sommet Union européenne-Union africaine à Abidjan.

Lire aussi : [Première tournée africaine pour Emmanuel Macron](#)

Que faut-il retenir de ce périple africain ? **Francis Kpatindé**, maître de conférences à Sciences Po Paris, analyse le style Macron dans le fond et dans la forme.

L'épisode avec le président Kaboré et la climatisation a été très critiqué, notamment chez beaucoup d'Africains. Est-ce un faux pas selon vous ?

Francis Kpatindé : oui, car M. Macron se serait-il permis de dire cela à un président européen, asiatique ou américain ? Je ne crois pas. Mais il faut replacer cette bourde dans son contexte. Il s'exprimait face à des étudiants. Emmanuel Macron fait souvent des dérapages même en France. Je pense à ses déclarations sur les couches sociales les plus déshéritées et les Comoriens. Souvenez-vous des kwassa-kwassa qui envahiraient l'île française de Mayotte. Donc il est coutumier du fait, même dans son pays.

Emmanuel Macron a affirmé qu'il n'y avait plus de politique africaine de la France. Or, durant ce long discours, il a multiplié les annonces. Comment analysez-vous ce paradoxe ?

Il y a une politique africaine. Vous connaissez beaucoup de pays où il y a une cellule africaine ? Actuellement, il y a deux conseillers Afrique à l'Élysée et un conseil présidentiel pour l'Afrique. A ma connaissance, il n'y a pas une telle structure pour l'Amérique latine ou l'Asie.

Sur le franc CFA, Emmanuel Macron a expliqué que ce sont aux Africains de décider de garder ou non cette monnaie. Est-ce aussi simple ?

Non. C'est une manière d'esquiver le débat. Dans les quatorze pays qui l'utilisent, c'est le seul débat qui vaille, car le franc CFA est le dernier lien ombilical avec l'ancienne puissance coloniale. C'est anormal que 50 % des réserves de change des pays de la zone franc soient déposées au Trésor français. C'est anormal que ce type de relations perdure. Les pays africains ont donc une partition à jouer. La France aussi. Or Emmanuel Macron a esquivé le débat.

Contrairement à nombre de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron n'a pas dénoncé les régimes autoritaires africains. Comment cela a-t-il été perçu dans la jeunesse africaine ?

Ce que les jeunes Africains veulent, ce n'est pas que la France renverse les derniers dictateurs africains, mais que la France n'empêche pas qu'ils soient renversés par eux. Vous savez que, par le passé, la France a toujours évité que certains chefs d'Etat ne soient débarqués. Même pour Blaise Compaoré [chassé par une révolte populaire en 2014 après vingt-sept années au pouvoir], la France a failli empêcher la voix du peuple de se faire entendre. A la dernière minute, Paris a aidé à exfiltrer Blaise Compaoré vers la Côte d'Ivoire.

Lire aussi : [Discours de Macron devant les étudiants au Burkina : « Il nous a fait rêver, mais on se méfie »](#)

Peut-on dire qu'Emmanuel Macron est dans la continuité par rapport à ses prédécesseurs ?

Il y a une rupture dans le style et sur le fond. Il aura 40 ans le 21 décembre. Il n'a donc connu ni la colonisation, ni la décolonisation. Mais il hérite d'un Etat, d'une histoire, d'un passif. Il ne peut pas, en sept mois, éradiquer un système quasi-mafieux, pour qualifier ce que fut la Françafrique. Il faut donner du temps au temps.

A-t-il réussi à convaincre la partie de la jeunesse toujours plus hostile à la France ?

Non, car il faut plus qu'un discours, plus qu'une escale de quarante-huit heures. Cette jeunesse attend des actes. Et puis une grande partie de la jeunesse d'aujourd'hui est en alerte, contrairement aux aînés qui, en leur temps, étaient très portés sur les idéologies. Eux s'en « foutent ». Ces jeunes sont certes hostiles à la France, mais aussi à la Chine, aux Etats-Unis, à l'Inde, à la Turquie. L'intelligence de M. Macron c'est d'avoir compris cela, car il a l'âge de l'Afrique jeune. Il faut parler à ces jeunes d'égal à égal. Et c'est la première fois dans l'histoire de la V^e République.

Lire aussi : [Quand la blague d'Emmanuel Macron sur un président africain passe mal](#)

Emmanuel Macron a promis de déclassifier les archives liées à l'assassinat de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara, même les plus sensibles. En a-t-il réellement le pouvoir ?

Tout d'abord, il faut dire que c'est l'annonce la plus spectaculaire de son voyage. Depuis trois décennies, la famille de Thomas Sankara tente désespérément de savoir les circonstances de sa mort. Les expertises balistiques réalisées sur les restes révèlent que c'est une mort par balles mais les expertises ADN n'ont rien donné : on n'arrive pas à déterminer avec certitude si ce sont les restes de Thomas Sankara. Il a sûrement été assassiné avec une convergence d'intérêts de la sous-région et peut-être de la France. Les chercheurs et la justice ont donc besoin des archives pour savoir ce qui s'est passé et pour qu'on situe les responsabilités. M. Macron a le pouvoir de demander la déclassification, mais les militaires peuvent y faire obstacle. Il faut bien se rendre compte qu'en Afrique le capitaine Thomas Sankara est aujourd'hui une icône de la stature de Mandela, même pour des jeunes qui ne l'ont pas connu. D'où l'importance de régler cette question-là.

Lire aussi : [Libye : l'Union africaine demande de rapatrier 3 800 migrants en urgence](#)

Que faut-il retenir du sommet UE-UA d'Abidjan auquel a participé Emmanuel Macron ?

Pas grand-chose. Les Européens sont venus avec les problèmes migratoires et de sécurité. Les Africains sont venus avec les leurs, notamment celui de fixer les gens au pays. Il faut qu'il y ait les conditions préalables. L'une d'elles, c'est qu'on achète les matières premières africaines à leur juste valeur. A Paris, une tasse de café peut coûter jusqu'à 10 ou 12 euros dans certains quartiers, mais les paysans ivoiriens, eux, n'en boivent pas du tout et ils se contentent de mauvais chocolat. Il y a donc aussi un problème dans les relations commerciales entre l'Afrique et l'Europe.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/30/emmanuel-macron-n-a-pas-convaincu-la-jeunesse-africaine-hostile-a-la-france_5222891_3212.html#0mofU7ChktvTGAqS.99

DÉCRYPTAGE

Sommet d'Abidjan : les chiffres qu'il faut avoir en tête

L'économie figure parmi les sujets incontournables de la cinquième rencontre entre l'Union africaine et l'Union européenne.

Par **Pierre Lepidi**

LE MONDE Le 30.11.2017 à 08h15

Réagir Ajouter

Partager (220) [Twitter](#)

image: http://img.lemde.fr/2017/11/28/32/0/4928/2461/768/0/60/0/4afb04_2844-8zss6b.z9s4w.jpg



Après sa visite au Burkina Faso, le président Emmanuel Macron poursuit, mercredi 29 novembre, son déplacement en Afrique avec un séjour en Côte d'Ivoire, où il doit assister au cinquième sommet Union africaine-Union européenne. Le chef de l'Etat va aussi profiter de son passage à Abidjan pour poser la première pierre du métro de

la capitale économique ivoirienne, un projet pour lequel la France a accordé un prêt de 1,4 milliard d'euros. Il terminera sa tournée africaine au Ghana, jeudi.

Lire aussi : Le sommet d'Abidjan, un test pour la cohésion de l'Union africaine

Depuis quelques années, la Côte d'Ivoire est le fer de lance économique de la zone franc CFA, un espace d'Afrique subsaharienne où vivent près de 155 millions d'habitants. Cette zone comprend huit pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) appartenant à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et six autres (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Centrafrique et Tchad) relevant de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Le quinzième membre est l'archipel des Comores.

- **Echanges commerciaux : la France loin derrière la Chine**

Les échanges commerciaux entre l'Europe et l'ensemble du continent africain s'élevaient à 286 milliards d'euros en 2015, avec une balance commerciale favorable de 22 milliards pour l'Union européenne (UE). Mais la concurrence est de plus en plus forte. Si l'Europe reste le premier partenaire du continent africain en tant qu'ensemble économique, la Chine est son premier partenaire en tant que pays. Selon le ministère chinois du commerce, le volume des échanges avec l'Afrique a atteint 126 milliards d'euros en 2016 (49,87 milliards d'importations et 77,23 milliards d'exportations).

Les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique approchaient quant à eux 54 milliards d'euros en 2014 selon l'Insee, avec 27,5 milliards d'euros d'exportations et 26,5 milliards d'importations (soit une balance commerciale légèrement excédentaire pour l'Hexagone). Près de la moitié de ces échanges ont été réalisés avec les pays du Maghreb, et en premier lieu avec l'Algérie, qui a reçu 6,16 milliards d'euros d'exportations françaises, loin devant le Maroc (3,8 milliards) et la Tunisie (3,4 milliards).

Lire aussi : « Africains, il n'y a rien à attendre de la France que nous ne puissions nous offrir à nous-mêmes ! »

« Il y a aujourd'hui une volonté claire des groupes français de rattraper le temps perdu avec l'Afrique francophone subsaharienne, analyse Bruno Messerschmitt, directeur associé et responsable du desk Afrique au sein du cabinet EY. Entre 2010 et 2015, la France a quasiment perdu la moitié de ses parts de marché. Nous conseillons à nos clients d'investir dans plusieurs pays pour mutualiser les risques. Plusieurs d'entre eux développent aujourd'hui des affaires au Mali, alors qu'il y a trois ans, c'était inenvisageable. Actuellement, l'Afrique de l'Ouest attire davantage que l'Afrique centrale, où la plupart des pays sont en difficulté et renégocient leur dette avec le FMI »

• Une zone franc CFA plus dynamique à l'ouest

Le franc CFA, qui est fabriqué à Chamalières, dans le Puy-de-Dôme, signifie « franc de la communauté financière africaine » dans l'UEMOA et « franc de la coopération financière en Afrique centrale » dans la Cémac. Il dispose d'une parité fixe avec l'euro. Ce lien avec la monnaie européenne est considéré par de nombreux économistes comme un gage de stabilité. Mais on lui reproche aussi de freiner le développement de l'Afrique, notamment au niveau des PME et des TPE, et de lui faire perdre une part de sa souveraineté.

Selon les données de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) et de la Banque centrale des Comores, la zone franc CFA affiche une croissance économique de 3,6 % en 2016, soit un taux supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne, qui a chuté sur la même période à 1,3 %, et à celui de la France (1,1 % en 2016). Au niveau du continent, la croissance est d'environ 5 %.

Lire aussi : Franc CFA : les propos de M. Macron sont « déshonorants pour les dirigeants africains »

« En raison de la structure très différente de leurs exportations, l'UEMOA et la Cémac illustrent les évolutions contrastées des pays d'Afrique subsaharienne, écrit la Banque de France dans son rapport annuel 2016. Dans la Cémac, l'activité économique a fortement pâti de la faiblesse des cours des hydrocarbures et des performances médiocres du secteur non pétrolier, globalement affecté par le recul de la demande intérieure. La persistance de tensions sécuritaires, notamment dans la zone frontalière entre le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine, a également pesé sur l'environnement économique. L'activité s'est en revanche accélérée dans l'UEMOA, avec un taux de croissance moyen de 6,7 %. Elle a profité de la bonne tenue de la consommation interne et de la poursuite de vastes programmes d'investissements publics : construction, transports, etc. »

• 8,8 % de croissance en 2016 : le champion ivoirien

Comme en 2015, les économies ivoirienne et sénégalaise ont enregistré en 2016 les taux de croissance les plus élevés de la zone franc CFA, avec des taux respectifs de 8,8 % et 6,7 %. La Côte d'Ivoire est assurément le moteur économique de l'Afrique de l'Ouest.

Lire aussi : « Abidjan veut redevenir le Manhattan d'Afrique »

« La Côte d'Ivoire est aujourd'hui le marché numéro un, alors qu'il y a dix ans c'était le pire d'Afrique, souligne Bruno Messerschmitt. C'est cette économie qui booste celle des autres pays, et notamment du Sénégal. Nous conseillons à nos clients qui souhaitent investir sur le continent de choisir l'un de ces pays comme porte d'ouverture avant de se tourner vers d'autres, comme le Ghana ou le Nigeria, avec

ses 190 millions d'habitants. Ils ne sont pas en zone franc CFA mais constituent une sorte d'eldorado pour tout entrepreneur qui s'intéresse à l'Afrique. »

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/30/sommet-d-abidjan-les-chiffres-qu-il-faut-avoir-en-tete_5222469_3212.html#7CbbdMiEpookpfgc.99